

Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire

(fondée sur le programme historique de la IV^e Internationale)

Supplément n° 2 au bulletin *Au CLAIR de la lutte* n° 8, été 2011 — Prix : 0,5 € (soutien : 1 €)

Positions internationalistes et anti-impérialistes (printemps 2009-été 2011)

Sélection de textes :

- **GUADELOUPE ET MARTINIQUE** : Grève générale début 2009 (p. 2)
- **PALESTINE** : La colonisation sioniste se poursuit avec la complicité des impérialistes, dont la France (p. 5)
- **PORTUGAL** : Plan d'austérité du gouvernement PS-PSD, début de réponse ouvrière et politique du « Bloc de gauche » (p. 8)
- **LIBYE** : Non à l'intervention impérialistes ! Elle ne vise pas à protéger la population, mais à stopper les processus révolutionnaires arabes et à recoloniser le pays (p. 13)
- **GRÈCE** : Nouveau plan d'austérité (« Memorandum II ») : attaques inouïes contre les travailleurs et semi-colonisation du pays (p. 14)

Grève générale en Guadeloupe et Martinique début 2009

*Le MEDEF refuse de céder, mais Sarkozy essaie de mettre fin à la grève générale par quelques concessions, car il n'a pas réussi à la briser et il craint son extension en France.
C'est le moment de se battre pour la grève générale en France !*

Les travailleurs d'ici soutiennent les grèves générales antillaises, car leurs revendications convergent et leurs principaux ennemis sont les mêmes : le MEDEF et Sarkozy !

Comme en Guadeloupe et en Martinique, les directions du mouvement ouvrier en France doivent établir une plate-forme revendicative unifiante, préparer et appeler dans les plus brefs délais à la grève générale, seule solution pour que soient satisfaites les revendications d'ici et des colonies, tout en empêchant la répression.

En Guadeloupe et Martinique, il appartient aux grévistes de décider des suites de la grève. Mais l'attitude du MEDEF et de Sarkozy prouve que la véritable satisfaction de leurs revendications est impossible sans radicalisation de la lutte : la responsabilité du LKP et du Mouvement du 5 février est d'appeler les travailleurs à occuper les entreprises, à prendre eux-mêmes le contrôle de la production et à constituer partout des comités de grève élisant des délégués mandatés et révocables pour un comité central de grève !

Alors que l'État français colonialiste est discrédité, le LKP et le Mouvement du 5 février ont la confiance des masses : ils sont légitimes pour se porter candidats au pouvoir, pour faire des gouvernements au service des travailleurs, appuyés sur la mobilisation, expropriant sans indemnités ni rachat les grandes entreprises, assurant le droit à l'autodétermination !

La grève générale de six semaines en Guadeloupe et de quatre semaines en Martinique est une leçon pour tous les travailleurs. Elle repose sur la combativité des travailleurs sous la direction du LKP et du Collectif du 5 février, fronts d'organisations syndicales, politiques et culturelles. La grève générale s'est développée et maintenue grâce à des piquets de grève nombreux et bien organisés, permettant la paralysie totale de l'activité, des marches de grévistes allant convaincre les autres travailleurs et de nombreuses manifestations massives¹.

Le gouvernement et le patronat, l'UMP et le PS s'efforcent par tous les moyens d'en finir avec la grève générale

Après avoir tenté de privilégier l'arme de la répression

contre les travailleurs guadeloupéens les 16 et 17 février, l'État colonial français a dû reculer temporairement face au renforcement de la grève générale, à la multiplication des barrages routiers, à la riposte armée des jeunes, qui menaçait de faire exploser la situation, et à la mort d'un syndicaliste tué par balles dans des conditions encore obscures, dont le gouvernement français porte la responsabilité.

Sarkozy est intervenu en personne le 18 au soir pour annoncer la reprise des négociations avec le LKP. Si cela a permis de désamorcer provisoirement le risque d'une explosion généralisée, ce n'est en aucun cas une solution : aujourd'hui encore, le MEDEF refuse toujours de céder quoi que ce soit, tandis que le gouvernement, s'appuyant sur une partie du petit et du moyen patronat, essaie de mettre fin à la grève générale tout en préservant les intérêts des capitalistes. Certes, la proposition d'accord est d'augmenter les salaires de 200 euros pour ceux compris entre 1 et 1,4 fois le SMIC (soit 45 000 — la majorité — des salariés), de 6% pour les salaires

compris entre 1,4 et 1,6 fois le SMIC et de 3% pour les salaires supérieurs). Mais, pendant trois ans, les patrons ne paieront qu'une part mineure de ces augmentations (50 euros par salarié) : les collectivités territoriales financeront 50 euros supplémentaires par des cadeaux fiscaux aux patrons et l'État prendra en charge les 100 euros restants par des exonérations de « charges », donc sur le dos de la Sécurité sociale. L'accord en cours en Martinique a un contenu analogue. De plus, en Guadeloupe, le projet d'accord n'est signé que par une minorité de patrons, employant environ 17 000 salariés sur 85 000, car le MEDEF et la CGPME le refusent ! Le LKP a donné son accord de principe, mais les négociations avec le préfet et les patrons se poursuivent : c'est pourquoi il appelle à la poursuite de la grève générale, en exigeant l'extension de l'accord aux autres salariés et en annonçant sa volonté d'aller d'entreprise en entreprise pour imposer aux patrons de signer. En Martinique, le Collectif du 5 février se divise entre ceux qui veulent signer tout de suite et ceux qui veulent continuer la grève ou en tout cas consulter les grévistes...

¹ Cf. la première contribution (20 février) sur la grève générale en Guadeloupe de la Tendance CLAIRE, <http://tendanceclaire.npa.free.fr>

Le MEDEF reste ferme car il sait qu'une vraie victoire des travailleurs antillais ouvrirait la voie à une radicalisation de la mobilisation dans les autres colonies et en France même. Le gouvernement, quant à lui, essaie de briser la grève générale en divisant les grévistes et essaie de donner du grain à moudre au LKP pour qu'il appelle à la reprise du travail des salariés couverts par l'accord, puis secteur par secteur. Le gouvernement espère ainsi préparer l'« opinion publique » à accepter la répression contre les militants du LKP qui veulent aller d'entreprise en entreprise chercher la signature des patrons : le préfet a annoncé le déploiement de gendarmes mobiles pour les empêcher d'entrer dans les entreprises, ce qui annonce des affrontements violents. Cette fermeté du patronat et du gouvernement est fondée sur leur analyse lucide de la situation en France. En effet, les travailleurs se sont puissamment mobilisés le 29 janvier, la grève reconductible des enseignants-chercheurs dure depuis le 2 février et est rejointe par un nombre croissant d'étudiants qui commencent à bloquer les universités, la mobilisation des hospitaliers contre la loi Bachelot promet d'être puissante le 5 mars et la colère des travailleurs monte dans tout le pays, comme en témoignent, selon les sondages eux-mêmes, les 78% de la population de France qui soutiennent la grève antillaise — et même 90% des sympathisants de gauche. En un mot, une véritable défaite du patronat et du gouvernement en Guadeloupe et en Martinique ferait surgir très concrètement le spectre d'une grève générale qui toucherait au cœur le capitalisme français et aurait dès lors, au moment où le monde s'enfonce dans une crise de plus en plus violente, d'énormes conséquences internationales. Mais, s'ils ne trouvent aucun accord avec le LKP et le Collectif du 5 février, ils prennent le risque d'un durcissement de la grève générale, car les travailleurs ne peuvent pas accepter d'avoir fait quatre à six semaines de grève générale pour rien. Or, plus la grève dure, plus le risque de contagion à la France est grand, malgré la politique délibérée des directions syndicales pour laisser nos frères

des Antilles isolés en repoussant la prochaine journée d'action au 19 mars et en ne lui donnant aucune perspective.

La résistance du patronat et de l'État colonial à la grève générale montre que les travailleurs ne peuvent remporter une véritable victoire qu'en radicalisant la grève et en commençant à poser la question du pouvoir

C'est cette situation extrêmement dangereuse pour la bourgeoisie française qui explique la fébrilité et les divisions mêmes du patronat et du gouvernement, mais aussi l'intervention d'une Ségolène Royal exigeant (de façon si peu habituelle !) que le patronat guadeloupéen octroie les 200 euros d'augmentation pour les salaires les plus bas (le président du MEDEF guadeloupéen a failli s'en étrangler de rage, lui demandant de « se casser »). Le PS, en effet, dirige la « région » Guadeloupe et a donc bien conscience que la poursuite de la grève générale risquerait de mettre en cause son propre pouvoir, identifié à juste titre par les travailleurs et le peuple comme une simple variante « de gauche » de la politique coloniale mise en œuvre depuis toujours par l'État français¹. De plus, le PS représente ce secteur de la bourgeoisie qui, pour éviter la grève générale en France et sauver le capitalisme, demande à Sarkozy d'appliquer son prétendu « plan de relance » en faisant un peu plus de concessions aux travailleurs et un peu moins aux banques. Son soutien aux revendications salariales des travailleurs les plus pauvres ne relève donc que d'une divergence tactique avec Sarkozy.

¹ Cf. le portrait au vitriol de Victorien Lurel, membre du secrétariat national du PS, président de la « région » Guadeloupe, valet du patronat et de l'État colonial, dressé par P. E. Rouyard dans un article publié sur le site de l'UGTG, « De quoi Lurel est-il le nom ? », http://ugtg.org/article_758.html

L'intervention du PS montre donc bien, à sa façon, que c'est bien la question du pouvoir qui commence à se poser en Guadeloupe et en Martinique. En effet, le mépris dont a fait preuve Sarkozy depuis le début de la grève générale, son refus de satisfaire les revendications et le début de la répression policière ont achevé de discréditer l'État français. La légitimité de l'État colonial, ouvertement au service des patrons et des « békés », est déjà contestée depuis longtemps par une partie importante des travailleurs et du peuple, comme le prouve depuis des années le succès de l'UGTG, syndicat indépendantiste, et des organisations autonomistes ; mais il était parvenu à entretenir jusqu'à présent l'illusion d'un lien entre sa présence et les acquis sociaux dont bénéficiaient les travailleurs des colonies — alors que ces acquis ont en réalité été imposés à la bourgeoisie et à son État par la lutte de classe en France et dans les colonies, notamment de l'après-Seconde Guerre mondiale — les travailleurs des colonies y ayant sans doute perdu le plus de sang. **Or, en démantelant les acquis sociaux depuis des années, en laissant se développer un chômage et une misère considérables dans les colonies, en refusant aujourd'hui de satisfaire des revendications élémentaires, l'État français achève de se discréditer totalement et de déchirer le voile « républicain » qui masquait sa tutelle coloniale.**

De plus, si les dirigeants réformistes du LKP et du Collectif du 5 février ont conçu la grève générale comme une grève essentiellement économique, centrée avant tout sur les revendications immédiates, la profondeur, la durée et la dynamique de la grève tendent à déborder ce cadre trop étroit. En particulier, les grévistes sont obligés, pour limiter les privations des masses et ne pas perdre leur soutien, de décider au cas par cas la production et la distribution de certains biens et services, notamment de l'essence, du gaz, de l'électricité... **C'est donc la logique de la production et de la distribution contrôlées par les travailleurs eux-mêmes**

qui est en train de se faire jour spontanément. De même, **les marches grévistes et les piquets de grève organisés d'une main de fer par les dirigeants et cadres du LKP et du Collectif du 5 février incluent par eux-mêmes une logique d'auto-organisation,** même si les dirigeants font tout pour éviter le débordement du cadre qu'ils ont fixé.

En effet, les principaux dirigeants du LKP et du Collectif du 5 février sont combatifs, mais non moins réformistes¹.

¹ Le soutien à une lutte et même à ses dirigeants quand ils ont victimes du mépris ou de la répression des patrons et du gouvernement ne doit nullement empêcher la critique de leur orientation. En l'occurrence, la plate-forme revendicative du LKP, qui regroupe presque tous les syndicats, des partis politiques réformistes (comme le PCG) et d'« extrême gauche » (notamment Combat ouvrier, lié à LO), mais aussi bourgeois (comme Les Verts), ainsi que des associations culturelles, contient une longue liste de revendications élémentaires très justes, notamment sur les salaires, l'embauche des contractuels, les transports, les conditions de vie, le droit à la formation, le droit syndical, la défense des identités culturelles, etc., mais aussi un grand nombre de revendications très contestables, car typiquement réformistes, qui constituent une impasse dramatique pour les travailleurs et le peuple guadeloupéens. Par exemple, le LKP justifie ainsi la revendication de hausse des salaires non par les besoins vitaux des salariés, mais par une prétendue nécessité de relancer « la demande ». Il se prononce pour la « participation des représentants des salariés dans les instances dirigeantes de l'entreprise avec voix délibératives », c'est-à-dire pour l'association des syndicats à la mise en œuvre des stratégies patronales. Il ne se prononce pas pour l'interdiction ou même pour empêcher les licenciements et les fermetures d'usines, mais pour un « plan social » en cas de licenciements, avec « reclassement et formation obligatoire ». Il ne se prononce pas contre les aides publiques aux entreprises privées, mais seulement pour leur « remboursement (...) en cas de licenciement économique ». Il ne se prononce pas contre le travail du dimanche ou même seulement contre son extension, mais pour l'« obligation d'un Accord de Branche ou d'Entreprise avant toute autorisation de travail le dimanche ». Alors que la lutte contre les « masters d'enseignement » se

C'est pourquoi ils cherchent une « sortie de crise » a minima. Les travailleurs et le peuple de Guadeloupe et de Martinique accepteront-ils de mettre fin à une puissante grève générale de quatre à six semaines pour un résultat aussi maigre ? C'est à eux de le décider, mais rien n'est moins sûr, comme l'ont montré les 17-18/02 les premiers débordements par les jeunes et certains grévistes du cadre fixé par le LKP, les émeutes en Martinique le 26/02 ou les 30 000 manifestants qui, réunis le 1^{er} mars à Pointe-à-Pitre pour entendre les dirigeants du LKP, ont exercé une pression telle que ceux-ci n'ont pas

développe en France, le LKP demande un « *moratoire de 4 ans en ce qui concerne la réforme du recrutement des enseignants, le temps de permettre la mise en place par l'U.A.G. [Université des Antilles-Guyane] des masters de professionnalisation et les sorties des premières promotions* ». Il se prononce unilatéralement pour l'« *exonération de la taxe foncière au profit des exploitants agricoles sur l'ensemble du territoire* », sans distinguer entre les gros et les petits paysans. Il ne se prononce pas pour l'expropriation sans indemnités ni rachat des grandes entreprises, mais ne revendique presque rien au sujet de celles-ci et se prononce pour le « *rachat par les Collectivités du patrimoine foncier de Kalenda en vue de la création d'une unité hôtelière de luxe et du reclassement des salariés licenciés d'Anchorage et Kalenda* » — alors que ces entreprises se sont enrichies par le pillage et la surexploitation et ont en outre licencié massivement ! Enfin, il ne dit rien contre l'État français et ne se prononce pas pour le droit à l'autodétermination du peuple guadeloupéen, alors même que l'UGTG, syndicat indépendantiste, est la force hégémonique du LKP, dont le porte-parole, Élie Domota, est son secrétaire général. Mais, au-delà de compromis imposés par le cadre d'un front, l'UGTG elle-même, malgré son orientation anti-colonialiste et par là progressiste, est une organisation réformatrice. C'est ce que prouve son soutien à l'UNSA-Police, dont elle publie sur son propre site un communiqué qui, sous prétexte de protester contre les faveurs dont bénéficie, de la part des chefs de la police en Guadeloupe, les migrants clandestins riches, se livre à un vibrant hommage... aux « *fonctionnaires de la Police aux Frontières* » dont l'« *action contre l'immigration clandestine est sans exclusive, parce qu'ils sont des professionnels respectueux des lois de la République* » (http://ugtg.org/article_759.html)

pu annoncer leur signature de l'accord sans garanties du préfet. De plus, l'appel à la grève générale sur l'île de la Réunion pour le 5 mars, qui sera massivement suivie, ouvre la possibilité d'une reconduction qui pourrait suivre la voie antillaise, débordant le cadre sans perspective fixé par les dirigeants du front réunionnais. Et, en France même, les travailleurs sont de plus en plus nombreux à vouloir leur emboîter le pas...

En Guadeloupe et en Martinique, la preuve est faite désormais que la véritable satisfaction des revendications est impossible sans radicalisation. En effet, le refus de céder du MEDEF et du gouvernement montre mieux que de longs discours l'impasse du réformisme : même une grève générale de six semaines ne suffit pas pour imposer la satisfaction des revendications les plus élémentaires ! Il appartiendra aux travailleurs de décider la poursuite ou non de la grève si le LKP et le Collectif du 5 février appellent à la reprise du travail. Mais il est clair que la seule façon de gagner vraiment est d'aller plus loin, de radicaliser la grève générale et l'auto-organisation. C'est pourquoi il faut, en s'appuyant sur la puissance même de la grève générale, proposer aux travailleurs de continuer, mais sur la base d'un nouveau plan de lutte, avec de nouvelles méthodes et en exigeant des directions du LKP et du Collectif du 5 février qu'elles les reprennent et les mettent en œuvre :

• Pour la mise en place d'Assemblées générales dans toutes les entreprises en grève, élire des comités de grève et les fédérer à tous les niveaux, par des délégués mandatés et révocables (syndiqués ou non par ailleurs), jusqu'à un **Comité central de grève** réalisant la démocratie ouvrière combattante. C'est la condition pour que les grévistes puissent contrôler leur propre grève, décider eux-mêmes ce qu'ils sont prêts à accepter de la part de l'État et du patronat et notamment comment ils vont poursuivre leur mouvement, qui ne doit de toute façon pas s'arrêter car la plupart des

revendications ne seront évidemment pas satisfaites par le patronat et Sarkozy.

• **Pour que les AG et les comités décident d'occuper les entreprises et de les faire fonctionner eux-mêmes pour satisfaire les besoins de la population**, en décidant ce qui doit être produit et distribué et comment cela doit l'être. C'est la condition pour empêcher le pourrissement de la grève générale, garder le soutien de la population et développer le sens ultime, révolutionnaire, de l'auto-organisation.

• **Pour combattre de façon centrale pour le retrait de toutes les forces de répression de l'État français**, dont la présence même est une menace pour toute poursuite du mouvement. **Pour leur faire face, les travailleurs et le peuple en lutte ne peuvent compter que sur eux-mêmes et doivent donc développer les moyens de leur autodéfense** : c'est la seule solution pour imposer collectivement un rapport de forces dissuasif aux forces de répression, pour éviter le piège d'initiatives isolées et pour limiter les effets incontrôlables de la profusion des armes de contrebande, innombrables dans les Antilles.

Il n'y a pas d'autre solution pour que la grève générale se poursuive et se revigore, en débordant le cadre du réformisme et en évitant le piège de la division tendu par le gouvernement. C'est ce que les révolutionnaires doivent expliquer aux travailleurs, en toute indépendance à l'égard des dirigeants réformistes qui veulent mettre fin à la grève alors que les revendications ne sont pas satisfaites. C'est ce que devraient dire clairement, en particulier, les dirigeants de Combat ouvrier, groupe lié à LO et qui joue un rôle dirigeant dans la CGTG, ceux du CERCASOL et du GRS (liés au NPA) et ceux de Travayé é Pèyizan

et de l'Alliance ouvrière et paysanne (liés au POI et occupant des postes importants dans plusieurs syndicats, dont FO et l'UGTG). En même temps, la situation montre elle-même clairement qu'une grève générale ne suffit pas, mais se heurte à la question centrale du pouvoir politique. Face à l'État colonial français et à ses valets de l'UMP et du PS, qui ont toujours servi les « Békés » et tous les gros patrons des Antilles, il n'y aura en dernière analyse pas d'autre solution que la prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes. À ce stade, les travailleurs antillais ne formulent pas encore consciemment cet objectif, mais ils voient depuis longtemps le pouvoir colonial, l'UMP et le PS et font confiance au LKP en Guadeloupe et au Collectif du 5 février en Martinique. C'est pourquoi il est légitime d'exiger des dirigeants ouvriers de ces fronts qu'ils se déclarent candidats au pouvoir et se battent pour constituer un gouvernement provisoire alternatif à celui, discrédité, de l'État français, de ses forces de répression, de ses préfets, de ses conseils régionaux et généraux et de tous ses représentants.

Cela provoquerait évidemment la rupture avec les partis ouvertement bourgeois qui participent à ces fronts, mais qui sont marginaux. Mais la majorité des travailleurs et du peuple appuieraient un tel gouvernement pour la satisfaction de leurs revendications sociales et démocratiques. **Ce gouvernement aurait à exproprier sans indemnités ni rachat les grandes entreprises et les grandes fortunes des Békés, à centraliser la planification de la production et de la distribution contrôlées par les travailleurs eux-mêmes.** Pour mobiliser toutes les catégories de travailleurs (ouvriers et employés du privé et du public, mais aussi petits paysans, commerçants et artisans, étudiants...) et pour assurer le droit à l'autodétermination du peuple gua-

deloupéen opprimé depuis des siècles par l'État français colonial, **un tel gouvernement aurait à convoquer une Assemblée constituante des travailleurs et du peuple opprimé**, qui décideraient ainsi librement du statut du pays, de ses structures, de ses lois, et notamment de la redéfinition radicale, sur une base égalitaire, de ses liens avec la France. Il établirait librement les relations qu'il jugerait utiles avec les pays voisins, notamment Cuba et les autres îles des Caraïbes, le Venezuela et les pays d'Amérique centrale. Enfin, un tel gouvernement devrait s'adresser aux travailleurs et aux peuples des autres colonies et aux travailleurs de France même pour les appeler à le soutenir et engager la même lutte contre l'État français.

Pour soutenir la lutte des travailleurs des Antilles et pour nos propres revendications, combattons pour l'extension de la grève générale en France

Mais il ne s'agit évidemment pas d'attendre ou de rester spectateurs : c'est tout de suite que nous, les travailleurs de France, devons nous montrer solidaires avec les travailleurs et les peuples de Guadeloupe et de Martinique. Ce ne doit pas être une solidarité abstraite, mais la meilleure aide concrète que nous puissions leur apporter immédiatement, c'est de combattre pour l'extension de la grève générale en France. Car c'est la seule solution pour créer un rapport de forces obligeant le patronat et Sarkozy à renoncer à la répression dans les colonies et à céder sur les revendications là bas comme ici.

2 mars 2009

Tendance CLAIRE du NPA

(Au CLAIR de la lutte n° 1)

Palestine : la colonisation sioniste se poursuit avec la complicité des impérialistes, dont la France

L'annonce par Israël de la construction de 1600 logements pour les colons juifs à Jérusalem-Est, en pleine visite officielle du vice-président américain, a donné lieu à la mise en scène d'une joute diplomatique entre l'administration Obama et le gouvernement Netanyahu. La portée de ces désaccords ne doit pas être exagérée : au-delà des questions de rythme et de formes, les États-Unis continuent de se revendiquer comme l'allié indéfectible de l'État israélien. Le but est le même : préserver à tout prix l'existence de l'État sioniste, au mépris des droits nationaux des Palestiniens. La stratégie est aussi essentiellement la même : persévérer dans le cadre du « processus de paix » fixé par les accords d'Oslo (1993).

Celui-ci menace pourtant sans cesse de s'écrouler, sous les coups des provocations israéliennes ou de la résistance du peuple palestinien qui n'accepte décidément pas de voir ses droits nationaux bafoués. Mais les dirigeants impérialistes dans leur ensemble, qu'ils soient israéliens, américains, français ou autres, ne voient pas d'autres perspectives conformes à leurs intérêts : réaffirmer l'existence d'un État juif pro-impérialiste en Palestine, et confier des confettis de territoires à « l'Autorité Palestinienne », sous-État à la botte chargé de maintenir l'ordre parmi les Palestiniens. En télescopant la réaffirmation de son objectif de colonisation de la partie arabe de Jérusalem avec une visite officielle américaine, Netanyahu semble faire cautionner sa politique par le gouvernement états-unien. Ce n'est certes pas contraire à la réalité, mais cela ruine les tentatives d'Obama d'apparaître comme un interlocuteur neutre dans le « règlement du conflit israélo-palestinien ».

Plus généralement, l'ensemble des provocations de ce gouvernement israélien d'extrême droite met à mal le projet de la prétendue « communauté internationale », en

empêchant le pourtant docile Fatah de Mahmoud Abbas de signer un accord sans voir disparaître les dernières onces de légitimité nécessaires à son rôle de maintien de l'ordre.

Quoique particulièrement provocateur, ce gouvernement Netanyahu continue de bénéficier du soutien pays impérialistes, dont la France évidemment. Ainsi la ministre de la justice Alliot-Marie joue-t-elle les chiens de garde des intérêts israéliens en France. Contre les militants qui mènent des actions de boycott contre les produits importés d'Israël (voir ci-dessous), elle intime la répression au titre de l'antisémitisme, faisant croire mensongèrement qu'il s'agirait de destruction de produits kasher. Cet alignement sur les intérêts israéliens, et donc sur ceux généraux de l'impérialisme, est partagé par tous ceux qui gèrent le capitalisme, que ce soit avec l'étiquette de droite ou celle de gauche. Au conseil régional de PACA, fraîchement élu, se trouve dans la grande union rassemblant PS, Europe Écologie et Front de Gauche, un des responsables de l'ABSI, l'Association pour le Bien-être des Soldats Israéliens – en d'autres termes un ardent défenseur de l'armée criminelle israélienne. La même majorité, à la Mairie de Paris, a inauguré début avril une « promenade Ben Gourion », en l'honneur du fondateur de l'État d'Israël, qui assumait dès le départ que le projet sioniste impliquait de chasser les Palestiniens de leurs terres.

L'oppression ordinaire des Palestiniens à Jérusalem

La « provocation » du gouvernement Netanyahu permet de mettre en lumière une autre facette de l'oppression des Palestiniens qui, sans le caractère ouvertement meurtrier et révoltant des attaques sur la bande de Gaza ou de la construction du mur de la honte, peut être menée en toute tranquillité par le gouvernement israélien, avec le

silence complice de ses alliés impérialistes.

Bien qu'elle ait été décrétée gelée en novembre 2009, la colonisation se poursuit en Cisjordanie, avec plus de 3600 logements en cours de construction pour les colons. Dès 1967, les zones de Jérusalem-Est autorisées à la construction pour les Palestiniens étaient bien plus petites que celles des colons (13% contre 35%). Ainsi 200 000 colons vivent-ils aujourd'hui à Jérusalem-Est. Les Palestiniens, à qui il n'est pas délivré de permis de construire, sont obligés de vivre dans des habitations illégalement : une centaine de ces habitations a été détruite en 2009 aux frais des familles et 60 000 Palestiniens vivent à Jérusalem dans la crainte de telles expulsions.

La situation administrative des habitants arabes de Jérusalem est aussi marquée par la précarité. Ils sont titulaires d'une carte de résident, leur permettant de voter aux élections municipales et de travailler en Israël, mais se voir renouveler cette carte est une épreuve : plus de 4500 Palestiniens se sont vu priver de ces droits en 2008¹.

Cette escalade dans l'offensive colonialiste de la part de l'État israélien s'accompagne d'un regain dans la lutte des Palestiniens. Les manifestations se multiplient tous les vendredis à Jérusalem et en Cisjordanie contre la judaïsation de Jérusalem, les expulsions, les destructions de maisons, la spoliation des terres et la construction du mur. Le gouvernement sioniste fait le choix de la répression, déclarant ainsi « zones militaires fermées » les villages de Bi'lin et N'lin le vendredi. Le Hamas a lancé un appel depuis Gaza à une troisième Intifada. On ne peut pas prévoir aujourd'hui si elle aura lieu, mais de plus en plus de Palestiniens se disent favorables à la violence contre l'accélération de la colonisation.

¹ Pour une description bien documentée de la vie des Palestiniens, voir <http://juliensalingue.over-blog.com>

Solidarité et initiatives de classe

Même si nous ne nous privons pas de critiquer l'idéologie et la politique réactionnaires du Hamas, dirigeant de fait de la résistance palestinienne après la trahison du Fatah corrompu et englué dans le « processus de paix » d'Oslo, nous soutenons la résistance du peuple palestinien contre l'oppression colonialiste et raciste de l'État d'Israël, y compris la résistance armée contre les forces d'occupation. Nous refusons en particulier de renvoyer dos-à-dos la violence des deux camps, celle – criminelle – des oppresseurs et celle – légitime – de ceux qui y résistent : une telle abstraction pacifiste revient à s'accommoder du statu quo, de la négation des droits du peuple palestinien. C'est en ce sens que, dans les pays impérialistes, la classe ouvrière et ses organisations se doivent, par les manifestations et les rassemblements, d'exprimer leur solidarité au peuple palestinien en lutte.

À côté de cette expression de solidarité internationaliste a été lancée la campagne BDS (Boycott-Désinvestissement-Sanctions), à laquelle participe le NPA, pour donner un contenu plus concret à cette solidarité, en touchant directement les intérêts économiques de l'État israélien. Cette campagne, initiée en 2007 par un front d'organisations palestiniennes et longtemps passés sous silence en France, s'inspire de l'exemple de l'Afrique du Sud, où l'isolement du régime de l'apartheid par rapport au marché mondial avait contribué à le faire céder — même si la principale raison de son effondrement fut la mobilisation obstinée des Noirs pour leurs droits civiques et sociaux¹. Pour autant, la

campagne BDS n'est pas dépourvue d'ambiguïtés : si l'appel au boycott des produits israéliens permet une première sensibilisation des consommateurs, qui sont pour la plupart des travailleurs, les slogans de désinvestissement et de sanctions en appellent nécessairement aux capitalistes qui investissent en Israël, ou à la mythique « communauté internationale ». Leur demander d'être nos alliés contre l'État sioniste, c'est ne pas comprendre la communauté d'intérêts inextricables entre Israël et les autres pays impérialistes : il s'agit là du poste avancé de l'impérialisme au Proche-Orient, région décisive du point de vue économique comme géopolitique. C'est la marque des illusions que continuent à entretenir certains initiateurs de cette campagne envers une solution pour le peuple palestinien qui serait compatible avec les intérêts des impérialistes. Ainsi, bien loin de sanctions imposées par un arbitre international que serait l'ONU, les impérialistes continuent à apporter leur soutien concret à la politique criminelle de l'État d'Israël par l'exportation d'armes, la France se classant au deuxième rang après les États-Unis dans ce domaine.

La tâche des militants internationalistes est de se battre dans la classe ouvrière, notamment dans les syndicats², pour dénoncer ces collusions de l'État français avec Israël et plus généralement pour combattre le sionisme, son idéologie raciste. C'est en effet sur cette base qu'il serait possible de mener une campagne de classe contre l'État d'Israël et de proposer des actions comme le refus de charger ou décharger des bateaux ou avions en direction ou en provenance d'Israël, à commencer par les armes françaises, le refus

d'accords de coopération dans les universités, etc.

Pour les militants palestiniens, l'indépendance de classe est aussi la boussole qui permettra d'éviter les impasses menaçant leur lutte nationale. Le Fatah, transformé en couche de privilégiés qui vit des subsides versés à « l'Autorité Palestinienne » pour jouer les supplétifs de la police israélienne, comme le Hamas, parti religieux réactionnaire et foncièrement procapitaliste, ne permettent pas de tracer la route vers l'émancipation du peuple palestinien. La politique menée par le Fatah depuis les accords d'Oslo fait la démonstration éclatante du caractère totalement faux de la revendication de « deux États », que continuent pourtant d'avancer des organisations se réclamant du communisme révolutionnaire : cela ne peut conduire à autre chose qu'à une situation de prisons à ciel ouvert observée aujourd'hui à Gaza et en Cisjordanie. Et la situation des Palestiniens vivant sur le territoire d'Israël permet de comprendre à quoi mène l'idéologie réactionnaire d'États « ethniquement purs », racistes par nature. La seule solution réaliste pour permettre la satisfaction des revendications nationales et sociales décisives, notamment le droit au retour des Palestiniens chassés de leurs terres, est celle d'un État unique sur tout le territoire historique de la Palestine, en lien avec les travailleurs israéliens rejetant le sionisme, nécessairement laïque et démocratique, et donc socialiste.

17 avril 2010

Frédéric Traille

(Au CLAIR de la lutte n° 6)

¹ L'exemple de l'Afrique du Sud montre aussi que, même en ayant renversé ce régime raciste, une immense mobilisation des masses conduit à une alternative dans le cadre du système si elle est dirigée par des réformistes comme ce fut le cas avec l'ANC de Mandela, liée aux staliniens. De fait, si les Noirs ont acquis par leur combat exemplaire l'égalité en droit propre à la démocratie bourgeoise, la majorité d'entre eux restent les plus touchés par l'extrême pauvreté et le maintien d'un apartheid socio-économique de fait. Si

une minorité noire a été intégrée dans la classe dirigeante ou dans la petite bourgeoisie, le combat pour que le pouvoir revienne à la majorité noire se poursuit en se confondant avec la lutte pour un gouvernement de la classe ouvrière et des masses opprimées.

² Où les directions mènent, comme dans les autres aspects de leur activité, une politique contraire aux intérêts de la lutte de classe internationale — voir par exemple les liens de la CGT française avec la Histadrout, le syndicat sioniste israélien.

**Consultez notre site
actualisé chaque jour :**

<http://tendanceclaire.npa.free.fr>

Courriel :
tendanceclaire.npa@free.fr

Téléphone : 06 64 91 49 63

Portugal : Plan d'austérité du gouvernement PS-PSD, début de réponse ouvrière et politique du « Bloc de gauche »

Le plan d'austérité du gouvernement PS-PSD

Au Portugal comme ailleurs, la bourgeoisie tente de faire payer la crise aux travailleurs. Le Portugal fait partie des pays dont l'économie est plus fragile relativement à celles des grandes puissances de l'UE¹. L'agence de notation Standard and Poor's a abaissé la note de la dette portugaise, en même temps que celle de l'Espagne. En effet, sa dette publique atteint environ 140 milliards d'euros, ce qui représente près de 90% du PIB (soit nettement au-delà de la limite des 60% du PIB fixé par le pacte de stabilité) et est détenue surtout par des étrangers ; en 2009, le déficit budgétaire a atteint 9,4% du PIB.

Sous la pression des bourgeoisies française et allemande qui, via l'UE, poussent les gouvernements des PIGS à mettre en place des plans de rigueur drastiques, la coalition PS-PSD a donc présenté deux plans de rigueur successifs, confirmant que les partis sociaux-démocrates sont devenus des partis bourgeois normaux, prenant directement en charge la politique exigée par le capital, dont la principale institution internationale, le FMI, est présidée par le dirigeant du PS français, Dominique Strauss-Kahn.

Il s'est d'abord agi de réduire le déficit budgétaire à 8,4 % en 2010 et à 3 % d'ici 2013. Puis le premier ministre José Socrates (PS) a dû se résoudre à donner un tour de vis supplémentaire, prévoyant de réduire le déficit à 7,3 % dès cette année et à 4,6 % en 2011. Pour les travailleurs portugais, les conséquences de ces plans de rigueur, appelés

« Plans de Stabilité et de Croissance » (PEC²) sont nombreuses : augmentation de l'impôt sur le revenu alors que les salaires sont déjà bas au Portugal (600 euros en moyenne), augmentation des prix via l'augmentation de l'IVA (équivalent de la TVA), diminution des services publics et augmentation du coût de leurs prestations, gel du recrutement et des salaires dans la fonction publique, augmentation de l'âge de départ à la retraite à 65 ans dans la fonction publique, réduction des prestations sociales, ainsi qu'un vaste plan de privatisations dans les transports, l'énergie, les assurances et la poste...

La direction de la CGTP critique le PEC et organise des journées d'action, mais refuse d'affronter le gouvernement

La brutalité du gouvernement de coalition entre le PS et le PSD a contraint les chefs de la CGTP-IN (Confédération Générale du Travail – Intersyndicale Nationale), principale confédération du pays, où le PCP garde une influence prépondérante, à réagir. La direction de la CGTP affirme son « opposition » au PEC. Cependant, elle ne demande pas son retrait et refuse donc d'organiser le combat pour atteindre cet objectif. Corrélativement, elle oppose à la politique du gouvernement, qu'elle juge « néolibérale », une autre politique bourgeoise, plutôt néo-keynésienne, appelant à s'attaquer aux spéculateurs et à la finance (mais pas au capital supposé productif), à taxer les riches, à augmenter les salaires, à préserver les services publics, etc.

Les manifestations du 1^{er} Mai ont été plus nombreuses qu'à l'habitude. Le secrétaire général de la CGTP a appelé à une grande ma-

nifestation contre le plan d'austérité. Elle a été convoquée pour le samedi 29 mai, autrement dit sans grève. Cet appel, méthodiquement préparé par l'appareil de la CGTP, a trouvé un important écho dans les masses. Plus de 300 000 travailleurs ont défilé à Lisbonne, soit l'une des plus nombreuses manifestations de l'histoire du Portugal. Carvalho, le secrétaire général de la CGTP, a tenu des discours formellement radicaux, évoquant le spectre de la « grève générale », expression par laquelle il désigne une simple journée de grève interprofessionnelle de 24h (comme FO en France). Cependant, dans la pratique, la direction de la CGT refuse toujours d'engager l'affrontement avec le gouvernement pour le retrait du PEC, désarmant ainsi le prolétariat portugais.

Le « bloc de gauche » portugais n'est pas le parti qu'il nous faut — ou la faillite du réformisme face à la crise

Dans le cadre de la crise politique au sein du NPA, certains camarades présentent comme modèle de la « gauche radicale » en Europe le Bloc de Gauche portugais (Bloco de Esquerda, BE), dont le porte-parole, Francisco Louça, est membre du « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale » (SUQI) comme l'ex-LCR et la majorité des dirigeants du NPA. Ils s'appuient principalement sur ses bons résultats électoraux : plus de 10% des voix aux élections législatives de 2009. Cela semble à première vue alléchant, à un moment où le NPA lui-même n'a obtenu que 2,5% des voix en moyenne aux élections. Mais qu'est-ce que le Bloc de Gauche ? Quelle est sa politique ?

¹ Le Portugal, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne sont regroupés sous l'acronyme infamant de PIGS (en anglais *pigs*, porcs) qui désigne les pays ayant bénéficié d'aides européennes importantes pour leur développement économique. Ces pays s'en trouvent aujourd'hui d'autant plus soumis aux injonctions de l'UE et donc aux intérêts des impérialistes français et allemands.

² PEC: Plano de Estabilidade e de Crescimento.

Les origines du Bloc : la démarcation par rapport au PS et au PCP

Le Bloc de Gauche se place, avec le PCP, à gauche du PS dans le paysage politique parlementaire portugais. Il a été fondé en 1999 par la fusion du PSR (Parti Socialiste Révolutionnaire) organisation sœur de l'ex-LCR au Portugal, membre comme elle du SUQI, de l'UDP formation issue du maoïsme et de Política XXI résultant de l'union d'ex-militants du PCP, en rupture sur la droite avec le stalinisme. Le BE a également été rejoint par l'organisation Ruptura/FER¹, section portugaise de la LIT-QI (Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale) et par de nouveaux militants sans liens avec les quatre organisations précédemment citées.

Ce parti s'est d'abord construit comme une coalition électorale en profitant de l'espace politique créé par la transformation du PS en parti bourgeois, le maintien d'un parti communiste stalinien « orthodoxe » (le PCP) et l'absence de parti écologiste. Il s'est également appuyé sur la dynamique, assez importante à l'époque, du mouvement alter-mondialiste. Cette union s'est cristallisée entre autre autour de la volonté de présenter des candidats aux élections législatives et européennes de 1999 où le BE a obtenu 2,44 % des voix. Il a ensuite connu une progression électorale constante. Dix ans après, le BE a obtenu 9,85 % des suffrages aux législatives et 10,7 % aux élections européennes qui lui ont donné le droit d'être représentés par 16 députés au Parlement portugais et 3 au Parlement européen. Il revendique 7 000 adhérents, contre 60 000 au PCP, dont les résultats électoraux sont pourtant comparables. C'est en fait l'expression du programme, de l'orientation et par

conséquent de la logique de construction du Bloc de Gauche. Cependant, à l'échelle du Portugal, cela reste une force significative (cela équivaldrait à peu près à un parti de 40 000 adhérents en France), qui donne d'autant plus de responsabilité politique au BE.

Le Bloc des gauches s'est construit par une double délimitation. Il entend tout d'abord se démarquer d'un PS « social-libéral ». Cependant, cette délimitation est plus conjoncturelle que principielle. Lors de son congrès en 2009, il a adopté le refus d'un gouvernement avec le PS ou de coalition entre le PS et le centre-droit pour cette législature : « *Le projet du PS pour 2009 est dans la continuité des politiques qui ont conduit au développement du chômage, de la précarité et de la pauvreté, que ce soit pour obtenir une majorité absolue ou pour recourir à la formation d'un bloc du centre. Casser cette majorité absolue du PS et combattre la politique du bloc du centre constitue la stratégie de la gauche socialiste. C'est pourquoi il ne participera pas à un gouvernement avec le PS, parce que les programmes sont contradictoires. Il n'acceptera aucune collaboration avec un gouvernement, du PS ou du bloc du centre, car quatre années de gouvernement Socrates (PS portugais) ont démontré que ces politiques doivent être battues.* » Le Bloc des Gauches s'est aussi construit en se démarquant du PCP. Cependant, ce n'est pas d'un point de vue trotskyste, en critiquant le réformisme de collaboration de classe repeint en rouge du PCP et le stalinisme, mais d'un point de vue réformiste, consistant à prendre prétexte du désastre stalinien pour refuser d'opposer au capitalisme la lutte pour l'expropriation du capital et le communisme.

Un manifeste de fondation purement réformiste

Le manifeste de fondation² du parti et ses statuts³ définissent le BE comme un mouvement de citoyens et de citoyennes qui « *promeut une culture civique de participation et*

d'action politique démocratique comme garantie de la transformation sociale (...) ». Le manifeste, rédigé pour les élections législatives et européennes de 1999, même s'il se réfère formellement au socialisme, ne va guère au delà de l'antilibéralisme. La question de la propriété privée des moyens de production, la division de la société en classes sociales aux intérêts antagoniques, la destruction de l'État bourgeois et la révolution en sont totalement absentes. Ce programme se termine par une partie intitulée « Notre projet : la démocratie pour le socialisme ». Sous ce titre, on ne trouve en fait qu'un catalogue de réformes, toutes compatibles avec le capitalisme, c'est d'ailleurs expressément revendiqué dans ce programme. Le texte se borne à la fin à se référer très vaguement au socialisme. On peut en donner ici seulement quelques extraits⁴ :

- Pour quelques réformes, comme celle des 35 heures, alors mise en œuvre par le gouvernement PS-PCF-Verts-MDC en France avec un ensemble de mesures d'annualisation et de flexibilité sans la moindre mise en cause du caractère capitaliste de « l'économie » : « *Ce Bloc affirmera la nécessité d'une politique de plein emploi avec la sauvegarde des droits acquis. Mettre l'être humain au centre de l'économie commence par là, par la revalorisation du travail comme créateur de richesses. (...) Cela exige le courage d'une grande réforme, la réduction du temps de travail à 35 h (...).* »

- Pour une réforme fiscale, taxant davantage les riches, pour améliorer les recettes, sans la moindre remise en cause de l'État actuel : « *Ce Bloc démontrera la viabilité de ces objectifs. Selon nous, il est possible d'augmenter substantiellement les recettes de l'État pour garantir l'avenir d'un système public et participatif de Sécurité Sociale. Mais il faut avoir le courage d'une réforme fiscale qui promeuve la justice et pénalise les plus puissants et tous ceux qui manquent leurs devoirs sociaux.* »

¹ Fusion de militants acteurs du mouvement étudiant (Ruptura) et de l'organisation du Front de Gauche Révolutionnaire (Frente de Esquerda Revolucionaria), affiliée à la LIT-QI (Ligue Internationale des Travailleurs-Quatrième Internationale, fondée par Nahuel Moreno). Nous n'avons pas la place dans le cadre de cet article d'étudier l'orientation de la Ruptura/FER. Nous y reviendrons.

² http://www.bloco.org/media/comecar_denovo.pdf

³ www.bloco.org/media/estat2009.pdf

⁴ Cf. le texte intégral en portugais sur le site <http://www.bloco.org/media/comecardenovo.pdf>

- Pour une politique fiscale dirigée contre la finance, mais ouvertement favorable aux patrons « créateurs d'emplois » : « *Il est indispensable de taxer de façon exemplaire le capital spéculatif, de la même façon qu'il n'y a pas de raison valable pour que l'emploi paye des impôts et que le capital qui le remplace en soit exonéré. C'est pourquoi la priorité doit être la réalisation d'une réforme fiscale garantissant la justice pour les travailleurs salariés et bénéficiant aux entreprises qui créent des emplois et pénalisant celles qui en suppriment.* »

- Pour une réforme citoyenne et participative de l'État bourgeois : « *Le Boc affirmera l'urgence de réformes fortes sur le plans des droits et du système politique, en direction d'une démocratie qui trouve dans la citoyenneté la condition de son existence et de sa rénovation permanente.* »

- Dans ces conditions, on comprend qu'il ne s'intéresse pas particulièrement au prolétariat et que sa référence au socialisme reste des plus floues : « *Le bloc assume les grandes traditions de la lutte populaire dans le pays et apprend d'autres expériences et défis ; il renouvelle l'héritage du socialisme et y inclut des contributions convergentes de divers citoyens, forces et mouvements qui au fil des ans s'engagent dans la recherche d'alternatives au capitalisme. C'est de là que nous voulons partir pour reconstruire une gauche populaire, plurielle, combative et influente, qui soit capable de reconstruire l'espoir.* »

C'est sur la base de cette orientation réformiste que le Bloc de gauche a connu un certain succès. Il a mené des campagnes pour la dépénalisation de l'avortement, pour l'abolition du secret bancaire, contre la guerre.

Du programme à la pratique : la politique du Bloc de gauche face à la crise

Les députés du Bloc de Gauche approuvent le plan du gouvernement PS-PSD d'« aide » à la Grèce

Le Bloc de Gauche a bien sûr voté contre le PEC, le plan d'austérité du gouvernement portugais. Cependant, le 7 mai dernier, les députés du Bloc de gauche ont voté pour le projet de loi gouvernemental du PS et du PSD, avec le très à droite CDS donnant la possibilité au Portugal de concéder des prêts financiers aux autres pays membres de la zone euro et notamment à la Grèce. Cette loi a permis le déblocage d'un premier emprunt de 2 milliards d'euros. Le PCP et les Verts ont voté contre. Bien que Francisco Louça (porte-parole et député du BE) mette en avant la nécessité de se positionner comme une alternative claire au PS, ajoutant que c'est dans la confrontation la plus dure que le BE s'est renforcé, comment le BE justifie-t-il ce vote ?

Le journal économique OJE¹ rapporte les propos de Cecilia Honório, membre du BE : « *Refuser ce plan d'aide reviendrait à imposer la banqueroute à la Grèce, reviendrait à une politique de la terre brûlée.* » Elle a cependant accusé l'Europe et le FMI de financer la spéculation contre la Grèce, en proposant de créer une agence de notation européenne. Pourtant, le plan « d'aide » qui ira à la Grèce ne bénéficiera aucunement aux travailleurs, mais servira les intérêts des responsables de la crise, des bourgeoisies nationales à l'Union Européenne en passant par les gouvernements nationaux, avec son lot de « restructurations » et de coupes budgétaires sur lesquelles les travailleurs n'auront pas leur mot à dire. Dans la loi² votée par le Parlement le 7 mai, et dans une autre loi³ à laquelle celle-ci se rapporte, les

conditions de l'aide financières sont claires : « *Les opérations de financement auxquelles participera l'État portugais sont coordonnées avec les autres États membres de la zone euro et avec les instances communautaires, elles ne seront pas de nature "concessionnelle" et resteront sujettes à l'adoption par les États membres des conditions déterminées de financement, afin de responsabiliser et d'inciter à un retour aussi rapide que possible au financement par le marché.* » Cecilia Honório, dans sa justification de vote au nom du BE, abandonne donc tout point de vue de classe : elle ne se demande pas un instant si ce plan est favorable au prolétariat ou à la bourgeoisie. Plus fondamentalement, elle raisonne manifestement en considérant comme intangible le cadre du capitalisme : c'est pour cela qu'elle juge que ce plan d'austérité est le moindre mal. C'est précisément l'argumentation du premier ministre grec du PASOK (PS grec), Papandréou, pour justifier son plan auprès des travailleurs et des bureaucrates syndicaux du GSEE et de l'ADEDY et les dissuader de combattre pour son retrait. Logiquement, sa proposition pratique, la création d'une agence de notation européenne, déjà évoquée par des hauts responsables des gouvernements en place, est une proposition de réforme de l'UE purement bourgeoise : elle ne s'oppose pas aux plans d'austérité, mais vient les compléter.

Dans sa contribution sur la crise, le BE tente à nouveau de justifier son vote face aux critiques du PCP dans sa revue *Avente*. Il prétend tout d'abord que, « *dans cette loi portugaise, aucune condition n'est posée à la Grèce* ». On vient de montrer que cette affirmation est fautive en citant un extrait de la loi, qui s'inscrit bien sûr dans le cadre du plan européen, lequel impose des conditions terribles aux prolétaires grecs. La direction du BE essaye aussi de s'en tirer en critiquant l'impasse de la position du PCP pour jeter un écran de fumée : « *La divergence avec le PCP est plus profonde, le vote du PCP appuie la KKE, qui défend en Grèce la sortie de l'euro et de l'UE. Alors ! Le PCP qui ne propose que cette solution, se place dans une position étrange : il*

¹ <http://www.oje.pt/noticias/nacional/parlamento-aprova-apoio-a-grecia-com-votos-contr-a-pcp-e-verdes>

² <http://www.parlamento.pt/ActividadeParlamentar/Paginas/DetailIniciativa.aspx?BID=35274>

³ http://www.igf.min-financas.pt/inflegal/bd_igf/bd_legis_geral/Leg_geral_docs/LEI_112_97.htm

vote pour que l'État portugais aide à imposer la sortie de la Grèce de l'euro, mais ne veut même pas savoir ce qui arrivera dans ce cas. »

Le PCP a bien sûr tout à fait raison de voter contre les plans d'austérité, mais il ne mène pas une politique conséquente pour les stopper, comme le prouve la politique de la direction de la CGTP qu'il influence fortement. Le BE a raison de dire que le PCP n'offre aucune alternative au plan du gouvernement, sinon une éventuelle fuite en avant souverainiste. En effet, la rupture avec l'UE ne peut être progressiste que si elle est réalisée par un gouvernement révolutionnaire, expropriant le capital et commençant à réorganiser de fond en comble l'économie en s'appuyant sur les masses auto-organisées. Or, le PCP se borne à affirmer abstraitement que pour l'Europe et pour le Portugal, « *il faut un autre chemin* », « *il faut une autre politique* » ; car, par delà ses rodomontades, il est lui aussi réformiste. Pour autant, en essayant de se débattre, le BE ne fait que montrer un peu plus ses illusions de voir l'Union Européenne devenir un agent positif pour la condition des prolétaires et ne fait que s'enfoncer dans les sables mouvants des institutions et du réformisme.

Le BE et la politique de la bureaucratie syndicale

Au délicat sujet de l'implication syndicale, Francisco Louça répond que son parti est investi dans les organisations syndicales et que ses militants animent des équipes majoritaires dans quelques structures locales et dans toutes les plus grandes entreprises du pays. Selon lui, ces militants défendent de manière organisée une orientation nationale dans les principaux syndicats du pays. Quelle est cette orientation ?

Il faut beaucoup chercher sur la site du BE pour finir par trouver de vagues allusions à ce sujet : « *L'unification de la lutte avec la perspective de la grève générale, qui doit être appelé par les syndicats au moment de la mobilisation sociale la plus forte, est le chemin qui doit être suivi. Une grève forte implique un mouvement de base, la création de la confiance, la multi-*

plication des forces. Dans ce contexte, le Bloc choisira le moment venu les formes de confrontation avec le gouvernement, soit à travers une motion de censure, soit à travers l'exigence d'une motion de confiance, soit à travers la présentation de propositions alternatives qui s'affrontent au PS et à son alliance avec le PSD et avec le CDS. » (Document sur la crise)

Dans sa résolution du 17 avril consacrée à la lutte contre le PEC, le BE se borne à des formules générales, expliquant que seule l'unité de la gauche et la liaison des diverses mobilisations peuvent permettre d'affronter victorieusement le plan du gouvernement. Dans ce même texte, la direction du BE présente son intervention dans les élections présidentielles de 2011 comme « *une partie essentielle de sa lutte pour vaincre le PEC et les politiques libérales* ». C'est déjà en soi une incroyable confusion réformiste : le PEC ne peut être vaincu que par la lutte de classes directe, par la grève générale. Mais la candidature soutenue par la direction du BE rend cette affirmation encore plus incroyable.

Le BE soutient la candidature à la présidentielle d'un ancien dirigeant du PS, partisan d'une austérité « juste » et du « dialogue social »

Il s'agit de la candidature de Manuel Alegre, poète portugais, l'une des figures intellectuelles de l'opposition au régime de Salazar, longtemps membre de la direction du PS, député pour le PS au Parlement. Sans quitter son parti, il s'est présenté comme candidat indépendant à l'élection présidentielle de 2006, où il est arrivé en deuxième position au premier tour, avec 20 % des voix, devant le candidat officiel du PS, Mario Soares, mais derrière le candidat du centre-droit, Cavaco Silva, finalement élu président. À cette époque, le BE avait présenté son propre candidat, Francisco Louça, qui avait recueilli 5 % des voix.

La direction du BE soutient la candidature de Alegre, en expliquant que, tout en ayant une politique différente du BE, il a critiqué le PEC, s'est déclaré opposé aux privatisations et au gel des salaires dans

la fonction publique. Mais, en fait, elle la justifie surtout en expliquant qu'il faut battre à tout prix Cavaco Silva et permettre la victoire de ce qu'elle appelle « la gauche ». Or, quelle politique propose Alegre ? On peut s'en faire une idée par le discours dans lequel il a déclaré sa candidature. Tout d'abord, Alegre précise sa filiation politique : « *Je salue les représentants ici présents [aux Açores] du Mouvement d'Intervention et de Citoyenneté, du Bloc de gauche, de la Rénovation Communiste et du parti Démocratique de l'Atlantique. Je salue les citoyennes et les citoyens qui, sous de multiples formes, ont donné l'impulsion au mouvement qui a été à l'origine de ma candidature. Je salue mon parti, le Parti Socialiste, dans la personne de son président, Almeida Santos et de son secrétaire général, José Socrates [premier ministre, auteur du PEC].* » Puis il expose sa conception du rôle de président de la République : « *Il revient au Président, outre son devoir de garantir la stabilité politique et le fonctionnement régulier des institutions, d'être l'interprète de la nation et le mobilisateur des énergies du pays.* »

Il explique à propos de la crise que, « *au-delà de ses causes structurelles propres, elle est inséparable de problèmes jamais résolus au sein de l'Union Européenne, à savoir l'absence de coordination des politiques économiques comme complément nécessaire à l'union monétaire* ». Tout en regrettant que l'UE se montre moins prompte à venir en aide aux pays en difficultés qu'à sauver les banques, il se place dans une perspective de pure réforme bourgeoise de l'UE. Au sujet de la situation au Portugal, il se présente en partisan d'une austérité formellement partagée et du « dialogue social » pour la faire passer : « *Il est l'heure, aussi, dans le cadre des difficultés existantes, de tout faire pour sauver l'État social. Le pays doit être mobilisé. Mais il le sera seulement s'il comprend le sens des mesures et des sacrifices qui lui sont demandés. C'est pourquoi, au delà de la rigueur et de l'austérité, il faut une grande exigence éthique. (...) Les Portugais sauront y répondre. À une condition : il ne peut y*

avoir de sacrifices pour presque tous et des bénéfices pour quelques-uns. Plus que jamais il faudra **promouvoir un plan concerté entre le gouvernement, les partis politiques et les partenaires sociaux** ». Enfin, il conclut dans une envolée lyrique par une déclaration de fidélité à l'État bourgeois « social » : « *Je suis un candidat au-dessus des partis, mais pas un candidat neutre (...). Je ne serai pas neutre dans la défense d'une école publique exigeante et de qualité, je ne serai pas neutre dans la défense du système national de santé, je ne serai pas neutre dans la défense du système public de sécurité sociale (...), je ne serai pas neutre dans la défense du rôle irremplaçable des forces armées et dans le soutien aux militaires portugais engagés dans des missions découlant des engagements internationaux de notre pays (...)* **Vive la République ! Vive le Portugal !** »

Bref, le Bloc des gauche portugais, qui se dit anticapitaliste, veut soutenir un candidat qui, malgré quelques phrases « de gauche », n'est rien d'autre qu'un démocrate bourgeois.

Quelques conclusions

Dans une interview pour la revue *Contretemps*¹, proche du NPA, François Sabado et Cédric Durand, tous deux membres du NPA et du SUQI, interrogent Fernando Louça, porte-parole du BE et lui aussi membre du SUQI, sous l'angle du succès de la construction de ce parti. De nombreux éléments de cette interview touchent aux questions stratégiques parmi les plus sensibles pour les anticapitalistes.

Une certaine conception du rôle des élus

Les intervieweurs posent l'expérience du BE comme percuteuse car soulevant dans les conditions présentes la question du rapport aux institutions. Ils demandent ainsi : « *Comment transformer les institutions sans être happé par*

leur logique ? ». Voici la réponse donnée par le leader du BE : « *Si un parti participe aux élections, il doit savoir exercer les mandats qu'il obtient de manière exemplaire à travers ses propositions, sa capacité d'innovation, l'attitude de ses élus, la cohérence des positions défendues et la fidélité au programme qu'il a proposé aux électeurs-trices.* » Alors que la politisation des débats est un pivot pour la reconstruction de la conscience de classe, le chemin de l'électoratisme conduit à limiter les débats au positionnement du parti par rapport aux autres et dans le cadre des étroites limites fixées par les institutions nationales et européennes actuelles, non par rapport au débat politique de fond sur le projet de société et le processus pour y parvenir. C'est ainsi que la construction du BE en tant qu'alternative au PS se révèle n'être qu'un argument de marketing électoral puisque les pourtant très moraux députés du BE finissent par voter avec les députés du PS et même du PSD, cédant à la pression de l'État, du patronat et des médias pour faire passer le plan d'aide à la Grèce comme moindre mal. Les révolutionnaires ont une tout autre conception du rôle de leurs élus dans les Parlements : ils y sont pour dénoncer de l'intérieur la politique de la bourgeoisie, pour profiter de cette tribune pour appeler tous les travailleurs à lutter, sans jamais craindre d'être isolés à l'assemblée ni d'être vilipendés dans les médias, car ce qui compte, ce sont les besoins et l'avis des prolétaires.

La lutte de classes subordonnée aux calculs parlementaires

Francisco Louça précise : le BE « *doit réussir à démontrer une capacité de conflictualité et de mobilisation sur lesquelles les luttes peuvent s'appuyer. Mais avoir des élus et participer aux institutions c'est aussi apprendre : grâce à cela, le Bloc est aujourd'hui beaucoup plus fort, connaît mieux la réalité et est davantage prêt à mener la lutte pour l'hégémonie sur tous les terrains. C'est en effet à partir de cette capacité globalisante que se construit un rapport de forces durable. Ainsi, parce que le Bloc a un groupe*

parlementaire, il est confronté en permanence avec TOUTE la politique. Le Parlement doit être, et a été, le lieu de notre guerre de mouvements et non d'une guerre de positions. Le dialogue politique et l'alliance avec des secteurs qui sont capables de prendre des positions anti-libérales est la clé d'une stratégie qui vise à isoler les réponses traditionnelles de tous les gouvernements de droite ou sociaux-libéraux. C'est une forme de lutte pour la direction politique, devant l'échec historique des classes dominantes (...). »

On ne saurait mieux dire que, en cohérence avec son manifeste fondateur purement antilibéral, le BE a une stratégie de réforme bourgeoise et de lutte principalement parlementaire, à laquelle les mobilisations sont subordonnées. Vouloir gagner le maximum de voix aux élections, comme un but en soi, amène nécessairement un certain suivisme vis-à-vis de l'état d'esprit immédiat des masses. Dès lors, dans l'interview donnée par Francisco Louça à *Contretemps*, les deux phrases socialistes, qui ne sont nulle part dans les textes du BE, ont, semble-t-il, pour principale fonction de vendre le BE aux militants du NPA encore attachés au marxisme révolutionnaire en lui adjoignant un discret vernis révolutionnaire : « *Ce qui définit ceux et celles qui luttent pour le socialisme est l'expérience concrète de la société de classes, du capitalisme réellement existant, de la fonction d'organisation de l'État et de la stratégie d'organisation sociale des travailleur/ses pour une société sans exploitation. Cela exige une politique dense de lutte pour l'hégémonie, d'alliances et surtout une clarté politique mobilisatrice.* »

La perspective d'une réforme de l'UE

S'en remettre aux institutions pour régler la crise sociale ne permet pas aux travailleurs de prendre en main l'amélioration de leur vie. Faire intervenir la médiation institutionnelle pour améliorer la situation du prolétariat revient à déléguer cette entreprise aux experts qui ont jusque-là travaillé pour l'autre camp. C'est hélas ce que fait le BE

¹ <http://www.contretemps.eu/interview/s/parti-pese-quand-son-opinion-est-incontournable>

quand il se rattache à l'UE en ne mettant pas en avant la nécessité de détruire cette institution bourgeoise et de construire son alternative, les États-Unis Socialistes d'Europe, et l'outil politique pour la réaliser. Au lieu de cette perspective pour la mobilisation des travailleurs, le BE propose de continuer de lutter pour la refondation démocratique et sociale de l'UE ou encore de soumettre les fonds d'investissement aux règles anti-spéculatives en exigeant la transparence de son contrôle par la population. Il faut ici remarquer la subtilité de la formulation qui consiste à exiger la transparence du contrôle et non le contrôle direct par les travailleurs eux-mêmes, en contradiction avec la « clarté politi-

que mobilisatrice » appelée par Francisco Louça pour la réalisation du socialisme...

***Pour barrer la route à ceux
qui veulent transformer le
NPA en Bloc de gauche
à la française,
il faut leur opposer la seule
alternative crédible, celle d'un
NPA révolutionnaire***

Ce qu'il faut, c'est un processus se fondant sur l'action directe des travailleurs pour la défense de leurs intérêts et un combat ouvertement révolutionnaire. Ce processus doit dépasser le simple dépôt d'un bulletin de vote dans une urne. Il passe par la grève générale et la prise en

main par les travailleurs auto-organisés de la production et du pouvoir ! Les détracteurs de cette logique disent qu'il ne suffit pas d'en parler pour que celle-ci se réalise : ils ont raison. Mais pour justifier que notre parti ne doit pas porter publiquement les axes principaux de cette logique, ils doivent faire la preuve que c'est en la taisant que celle-ci a davantage de chance de se réaliser !

30 juin 2010

**Nicolas Faure
et Antoni Mivani**

(Au CLAIR de la lutte n° 7)

Libye : Non à l'intervention des impérialistes ! Elle ne vise pas à protéger la population, mais à stopper les processus révolutionnaires arabes et à recoloniser le pays !

***Le soutien à l'insurrection libyenne contre Kadhafi, hier encore ami de
Sarkozy, ne peut venir que des peuples arabes en lutte et de la mobilisation
des prolétaires dans les pays impérialistes !***

Le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé l'intervention impérialiste en Libye. Officiellement, il s'agit de protéger les civils et les insurgés. Mais l'attitude des impérialistes vis-à-vis des autres soulèvements des peuples arabes montre que ce n'est pas le vrai motif : ils ont soutenu Ben Ali et Moubarak jusqu'au bout, cautionnent la répression sanglante des travailleurs du Bahreïn et n'ont pas soutenu l'insurrection libyenne pendant des semaines, au moment où elle était la plus forte, menaçant de faire tomber Kadhafi et de développer ses potentialités révolutionnaires.

Leur vrai but est de contenir les révolutions arabes et de les mener dans l'impasse de la prétendue « transition démocratique ». Ils veulent contrôler la Libye car sa position géo-stratégique est centrale dans la région. Après s'être réclamé de l'anti-impérialisme dans les années qui avaient suivi sa prise de pouvoir 1969, en profitant de la

manne pétrolière, Kadhafi avait accepté depuis des années d'ouvrir en partie le pays et de collaborer avec les impérialistes, signant des contrats et les aidant à contrer l'immigration africaine. Les impérialistes n'avaient dès lors nullement l'intention de s'en débarrasser, mais l'ont réintégré dans la « communauté internationale ». Ils misaient sur l'évolution de Kadhafi dans le sens de leurs intérêts, mais ils préfèrent quelqu'un de plus malléable et veulent briser les acquis de l'indépendance. Sarkozy et les autres impérialistes ont fini par soutenir l'insurrection après avoir trouvé de prétendus « dirigeants » auto-proclamés qui leur prêtent allégeance (souvent ex-dignitaires du régime, officiers rebelles et chefs de tribus voulant une plus grande part du pétrole).

Or Kadhafi était en train de reconquérir le pays, ce qui aurait comme conséquence l'arrêt de l'ouverture aux principaux impéria-

listes, notamment à la France : il avait menacé de les remplacer par la Russie et la Chine. C'est aussi une question de crédibilité si les impérialistes veulent que les peuples arabes croient à leurs promesses démocratiques. À moins que ce soit leur ultime pression pour que Kadhafi accepte de négocier (il a accepté un cessez-le-feu dès le 18/03).

Les révolutionnaires doivent donc se battre contre l'intervention impérialiste. Loin d'aider au développement du combat pour la démocratie et de la conscience de classe des insurgés, elle ne peut que renforcer les prétendus dirigeants pro-impérialistes de l'insurrection. Si la victoire contre Kadhafi était due aux impérialistes, les insurgés en seraient dépossédés et devraient subir le néo-colonialisme direct comme en Irak et en Afghanistan. Pour gagner, il leur faut s'organiser politiquement et développer un programme révolutionnaire le plus avancé possible, seul capable de

soulever tout le peuple contre la dictature. Seuls les peuples arabes en révolution et les travailleurs des pays impérialistes peuvent soutenir les insurgés, y compris en leur fournissant de l'argent et des armes.

Il faut dénoncer les députés du PG, dont Mélenchon, qui ont voté la résolution du Parlement européen pour l'intervention militaire de l'ONU — tout comme les députés du Bloc de gauche portugais soi-disant « anticapitaliste », alors que le PC portugais a voté contre. Voilà où mènent le réformisme et le soutien aux institutions du capitalisme ! Raison de plus pour que le NPA refuse de s'acoquiner avec le PG. Notre parti doit affirmer fièrement

l'identité révolutionnaire et anti-impérialiste, appeler à la mobilisation des travailleurs et des jeunes et briser l'union nationale autour du va-t-en-guerre Sarkozy, du PS et des réformistes :

• **Non à l'intervention des impérialistes en Libye !**

• **Vive l'insurrection du peuple libyen contre le dictateur Kadhafi !**

• **À bas les pro-impérialistes qui se prétendent dirigeants de l'insurrection !**

• **Pour gagner contre Kadhafi tout en restant indépendant, le peuple libyen doit combattre contre l'impérialisme, pour sa défaite, et il ne peut compter que sur le soutien des peuples arabes et des travailleurs du monde, sur son auto-organisation, sur l'approfondissement de sa lutte révolutionnaire.**

Paris, le 20 mars 2011

Tendance CLAIRE du NPA

(Au CLAIR de la lutte n° 8)

Grèce : Nouveau plan d'austérité (« Memorandum II ») attaques inouïes contre les travailleurs et semi-colonisation du pays

La situation financière et économique critique de la Grèce force la bourgeoisie à prendre des mesures d'austérité d'une ampleur et d'une brutalité inédites. Le plan imposé par l'UE, la BCE et le FMI implique la privatisation de l'essentiel des entreprises publiques, qui doivent être vendues pour une bouchée de pain aux capitaux étrangers par une structure placée sous le contrôle direct de l'UE signifie que la Grèce va devenir une semi-colonie de l'Allemagne, de la France et des États-Unis. Dans l'immédiat, le gouvernement Papandréou a finalement tenu bon dans une situation délicate. Cependant, non seulement il est fragilisé, mais l'ensemble des éléments pour une crise de régime s'accumulent.

Outre les mesures déjà adoptées l'année dernière¹, le plan comprend les décisions suivantes :

¹ Cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=178> — Il est étrangement difficile de trouver le détail des mesures adoptées dans la presse. Nous avons essayé ici de synthétiser les éléments divers trouvés dans les articles de *Challenges*, de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, *Lutte Ouvrière* et *Tout est à nous* !

• 150 000 suppressions d'emplois dans la Fonction Publique sur 700 000, soit un cinquième des fonctionnaires, en ne remplaçant qu'un fonctionnaire sur cinq partant en retraite (selon *Challenges*) ;

• Baisse de 8% des salaires (selon la FAZ), les fonctionnaires restant en poste devront travailler plus pour le même salaire ou, inversement, se mettre à temps partiel (selon *Challenges*) ;

• La possibilité de licencier un fonctionnaire est introduite ;

• Durcissement des conditions d'accès aux allocations sociales et chômage ;

• Réduction supplémentaire de certaines pensions de retraites complémentaires ; le but est d'abaisser de 20% la masse salariale de la Fonction Publique (le coût total des salaires pour l'État).

• Le passage de produits autrefois soumis à une TVA réduite de 6,5% au panier des produits soumis à une TVA réduite de 13%, comme pour les médicaments et les journaux, et passage dans le paquet des produits soumis à la TVA normale de 23% de produits autrefois soumis à une TVA réduite de 13%, comme pour les produits alimentaires et les tarifs services

publics (selon LO) ;

• Doublement des taxes sur le fuel de chauffage ;

• Abaissement de 12 000 euros à 8000 euros du seuil d'imposition des revenus ;

• Hausse de 300 euros des taxes imposés aux « travailleurs indépendants » : taxis, plombiers, avocats, etc.

• Vague de privatisations supposées rapporter 50 milliards d'euros : la compagnie publique de Telecom, la compagnie publique d'électricité, la compagnie publique de gaz, la compagnie des eaux d'Athènes et de Thessalonique, la Poste, les ports, les aéroports... (source : LO).

La vague sans précédent de privatisations dans un tel contexte va conduire à vendre l'essentiel des entreprises grecques aux capitaux étrangers (allemand, français, américain, etc.) à des prix bradés. L'Argentine a connu un phénomène analogue au cours des années 90. Si le processus aboutit, la Grèce sera devenue une semi-colonie, comparable à la Bulgarie ou la Hongrie. Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, a fait à ce sujet des déclarations brutales au magazine allemand *Focus*, rapporté par *Les*

Échos du 03/07 : « *La souveraineté de la Grèce sera énormément restreinte, déclare-t-il (...) ajoutant que des équipes d'experts de toute la zone euro se rendraient en Grèce.* Pour la vague de privatisations à venir, il leur (aux Grecs) faudra, par exemple, une solution qui se fonde sur le modèle de la *'Treuhand' allemande*, faisant référence à l'organisme qui avait vendu 14 000 firmes est-allemandes de 1990 à 1994 ».

La mobilisation des masses

Si la bourgeoisie a dû faire un saut qualitatif dans la brutalité des mesures d'austérité et la violence de la répression policière, les travailleurs et les jeunes ont aussi fait un saut dans leur activité, en réalisant les grèves et manifestations plus imposantes depuis la chute de la dictature (5 juin, 15 juin, 28 et 29 juin en particulier), ainsi qu'en occupant massivement les places des villes. Une avant-garde significative est en train de se politiser, de s'organiser et de se radicaliser. L'évolution de l'état d'esprit des masses se manifeste aussi de façon déformée dans les sondages concernant d'éventuelles élections : le PASOK est en chute libre, crédité de 26% des intentions de vote (alors qu'il a obtenu 44% des voix aux élections législatives d'octobre 2009, mais déjà seulement 35% aux municipales de 2010) ; mais cela ne profite pas à la Nouvelle Démocratie, principal parti de droite, crédité de 32,5% des suffrages contre 33,5% obtenu en 2009 et 32,8% en 2010 ; en revanche, les forces situées à la gauche du PASOK sont annoncées en hausse, le KKE étant crédité de 11% des intentions de vote (contre 7,5% en 2009, mais déjà 10,5% en 2010) et Syriza, coalition de gauche antilibérale, de 9% (contre 4,5% en 2009 et 5% en 2010) ; l'extrême droite progresse aussi crédité de 7,5% (contre 5,6% en 2009 et 4% en 2010). En outre, 70% des Grecs déclarent ne faire confiance ni à un gouvernement du PASOK, ni à un gouvernement de la ND.

Certes, à ce stade, la bourgeoisie reste pour l'essentiel unie. Par delà les critiques de la droite contre

le PASOK reprochant au plan Papandréou de ne pas réduire suffisamment les dépenses de l'État, la classe dominante grecque estime qu'il faut accepter les diktats des grandes puissances de l'UE. Pour le moment, l'énorme pression de l'UE, l'habileté politique de Papandréou et la collaboration des directions syndicales ont permis d'éviter l'ouverture d'une crise politique aiguë. Mais les conditions objectives pour une crise de régime s'accumulent. En outre, de l'adoption du plan à sa mise en œuvre, il y a une différence, qui laisse de la place pour une importante lutte des classes, par exemple contre les privatisations.

Le chômage continue à grimper rapidement : selon les données officielles, il est passé de 14,2% au dernier trimestre 2010 à 15,9% au premier trimestre 2011 (source : le Nouvel Observateur du 16/06/2011, reprenant les informations de l'Autorité des statistiques grecques). Il n'était que de 7,5% en juin 2008 au début de la crise ; il avait déjà atteint 11% en janvier 2010. Dans le cas des jeunes de 15 à 29 ans, la progression est rapide : le chômage y est passé en un an (c'est-à-dire du premier trimestre 2010 au premier trimestre 2011) de 24,2% à 30,9%. Selon LO, les fameux jeunes révoltés à 700 euros de 2009 ne touchent plus aujourd'hui que 590 euros par mois environ. Environ 40% des Grecs ne payent plus leurs factures d'électricité, beaucoup ne paient plus les transports ni les péages...

Le mouvement des *Aganaktismenoi*

Cette nouvelle politique de la bourgeoisie a donné naissance au mouvement des *Aganaktismenoi*, lutte qui possède par son ampleur, sa durée et ses formes un caractère exceptionnel pour un pays de l'Union Européenne. Il présente des traits qui le rapprochent du phénomène des Assemblées Populaires apparues en Argentine en 2001, lorsque le pays s'était retrouvé en cessation de paiement, provoquant une énorme crise politique. Mais, dans l'état d'esprit des travailleurs et des jeunes, il trouve son modèle immédiat dans la mobilisation po-

pulaire de masses dans les pays arabes, en particulier l'Égypte, caractérisé par des concentrations sur les principales places du pays et des assemblées discutant de tous les thèmes politiques du moment. Si l'Espagne a été le premier pays de l'UE à connaître une mobilisation comparable, le mouvement des *Aganaktismenoi* a des caractéristiques spécifiques, qui le rapprochent plus réellement de celui des révolutions arabes.

Un mouvement d'une ampleur et d'une durée inédite

En Grèce, le mouvement a commencé le 25 mai avec l'occupation de la place Syntagma, devant le Parlement à Athènes, suite à un appel lancé sur des réseaux sociaux. Mais il s'est étendu dans les banlieues d'Athènes et a touché aussi les principales autres villes du pays, notamment Thessalonique. Depuis plus d'un mois, des milliers de personnes occupent de façon continue, en se relayant, jour et nuit, les places des centres villes du pays. Selon une enquête, 2,5 millions de personnes ont participé au moins une fois à ces manifestations sur une population de 10 millions. Pour comprendre l'ampleur du mouvement, il faut s'imaginer ce que signifierait une mobilisation d'une telle ampleur en France : la place de la Concorde occupée depuis un mois, fermée à toute circulation, les places des centres villes occupés depuis un mois et au total 15 millions de personnes ayant participé à un moment ou à un autre à ces mobilisations. Le 5 juin, une manifestation de masses a eu lieu sur la place Syntagma, regroupant selon les sources entre 50 000 et 500 000 personnes¹. Ils étaient moins nombreux le

¹ 50 000 selon la police, 100 000 selon le correspondant de RFI à Athènes, 200 000 selon la Gauche Ouvrière Internationaliste pour qui il s'agit de la plus importante manifestation depuis la chute de la dictature et 500 000 selon diverses organisations se revendiquant du trotskysme (section du CIO, groupe de la TMI, etc). En tout cas, comme on peut le voir par exemple sur cette vidéo, la place était noire de monde, ainsi que toutes les rues qui y conduisent.

14 juin, mais tout de même encore très nombreux, 200 000 selon les plus optimistes. Si comme en Espagne, le mouvement est marqué par la forte présence de la jeunesse, à la fois plus touchée par les conséquences de la crise, mais aussi plus prompte à se rebeller, et les chômeurs, qui ont plus de temps disponible, il touche toutes les catégories de la population laborieuse, travailleurs ayant un emploi ou privés d'emploi, stables ou précaires, retraités, etc.

Un mouvement qui se politise et se radicalise

Ce type de situation de crise tend inévitablement, au moins dans un premier temps, à produire un rejet « des politiques » en général. La gauche, qui à échelle de masses est identifiée avec les grands partis, dans ce cas le PASOK, est également rejetée. De même, cela s'accompagne de haine contre la bureaucratie syndicale, qui collabore avec le gouvernement. Tous ces traits avaient été particulièrement marqués en Argentine en 2001. À ce stade, cela donne un poids particulier à divers groupes anarchistes ou autonomes, très investis dans le mouvement d'occupation des places.

Cependant le mouvement se politise rapidement. Les manifestations élémentaires de haine contre le Parlement, les politiques, les bureaucrates syndicaux, se remplissent peu à peu d'un contenu politique, résumé dans les appels de la place Syntagma. C'est le fruit d'un long cycle préparatoire qui a commencé avec les grands luttes de 2008. Mais c'est surtout le résultat à la fois des nombreuses discussions inévitablement politiques menées sur les places pendant des semaines et des premières actions entreprises, qui ont confronté les manifestants, à travers la police anti-émeute, à la violence d'un gouvernement au service de la bourgeoisie. C'est l'illustration particulièrement concrète et frappante que la conscience de classe se forge dans la lutte de classes et que, dans les moments de crise, les exploités et les opprimés, longtemps passifs et soumis, peuvent faire des bonds dans leur conscience. Tous les soirs se tien-

nent des assemblées sur les places. Sur la place Syntagma, l'assemblée rassemble chaque soir à 21h plusieurs centaines de participants et quelques milliers d'auditeurs attentifs. Mais le phénomène s'est d'ores et déjà étendu aux quartiers ouvriers d'Athènes. La capacité des occupants de la place Syntagma à s'affronter victorieusement à la police pour maintenir l'occupation du lieu témoigne d'une maturation à l'échelle d'une avant-garde plus large que celle des petits groupes anarchistes et d'extrême gauche. L'aide des employés des hôtels et cafés environnant est aussi un symptôme clair de la profondeur de l'appui populaire à ceux qui sont à la pointe de la lutte contre le plan d'austérité.

Les journées de grève convoquées par les centrales syndicales

L'autre dimension, plus classique, de la mobilisation des masses, est la participation aux **journées de grève et de manifestations** appelés par les dirigeants des confédérations syndicales du privé (GSEE) et du public (ADEDY). Le niveau de participation varie. Très suivie le 15 juin, la journée de grève l'a été encore largement le 28 juin avec « 100 % dans les raffineries, les chantiers navals, les transports et les ports (...); dans les entreprises publiques, les banques, 80 % selon la Confédération GSEE » (Tout est à nous ! n° 110, du 07/07/2011), mais moins le 29 juin. Mais il faut mesurer le niveau de participation en le situant dans le contexte créé par trois ans marquées par d'importantes mobilisations à intervalles rapprochées et par la politique de collaboration de classe des dirigeants syndicaux. En effet, depuis plus de trois ans, **la bureaucratie « socialiste » du GSEE et d'ADEDY se borne à convoquer des grèves de 24h**, alors même qu'elles sont de toute évidence impuissantes à faire céder le pouvoir. Dans ces conditions, une partie des travailleurs a le sentiment que la participation à ces grèves et aux manifestations est inutile et sans espoir. Vue sous cet angle, la participation à ces journées reste

donc globalement élevée. Le pic atteint le 15 juin s'explique sans doute par la conjonction de l'annonce du nouveau plan d'austérité, par la dynamique nouvelle donnée à la résistance par le début du mouvement des places le 25 mai et par l'ampleur de la manifestation du 5 juin, qui a peut-être donné le sentiment aux masses qu'une victoire était possible. Inversement, la décrue de la mobilisation les 28 et 29 juin peut se comprendre à partir de l'impression des masses qu'il n'était plus possible de gagner après que **Papandréou eut réussi à trouver une majorité pour faire approuver le Memorandum II et du refus extrêmement clair de la bureaucratie d'éviter tout affrontement avec le gouvernement et tout effort de jonction avec les Aganaktismenoi en choisissant de ne pas faire converger la manifestation syndicale vers la place Syntagma**. Mais, d'une façon générale, le niveau de participation aux diverses formes de protestation et de luttes montre tout le potentiel que recèle le mouvement si une autre orientation politique parvient à s'imposer en ouvrant une perspective de victoire. Vu que les privatisations sont au centre du nouveau plan d'austérité, **les travailleurs du public**, plus syndiqués que ceux du privé, vont se trouver de fait au premier plan des luttes. D'ores et déjà, dans certaines entreprises, comme par exemple dans la compagnie grecque d'électricité, des grèves débordant le cadre fixé par les appareils ont eu lieu. Les mobilisations des travailleurs et celles des *Aganaktismenoi* suivent des chemins différents, mais tendent à **confluer** à la fois parce qu'elles ont de fait les mêmes objectifs politiques, parce qu'une partie des *Aganaktismenoi* sont des travailleurs ayant un emploi et parce qu'elles se rencontrent sur les places.

Malgré la mobilisation des masses, Papandréou fait approuver son plan d'austérité

Le gouvernement lui-même s'inquiète de la mobilisation de masses et de la poursuite de l'occupation des places. La bourgeoisie grecque est prise dans un étau : d'un côté, les bourgeoisies les plus puissantes de l'UE, à commencer par l'Allemagne et la France, soutenues par le FMI, exigent la vente du pays aux capitaux impérialistes ; de l'autre, la pression de la rue sur le pouvoir s'accroît de façon brutale. Papandréou a dû remanier son gouvernement et demander un vote de confiance pour réussir à discipliner le groupe parlementaire du PASOK, au sein de laquelle certains députés, sous la pression de la rue, menaçaient de ne pas voter la rigueur. Lors de la journée de grève générale du 28 juin, les forces de l'ordre ont fait tout leur possible pour essayer de chasser les manifestants de la place Syntagma. Ce type d'opération tentée par la police anti-émeute grecque sur ordre de Papandréou est tout à fait similaire à celui utilisé à plusieurs reprises par le régime de Bahreïn pour briser le mouvement de contestation du pouvoir en les chassant de la place centrale de Manama. C'est aussi ainsi qu'ont procédé les flics du « socialiste » Zapatero pour vider la Plaza Catalunya, à Barcelone. Mais la différence de taille, symptôme d'une autre situation, c'est qu'à Athènes l'opération a échoué. En effet, d'une part, malgré sa détermination à faire usage de la violence, la police était obligée de se limiter un peu pour ne pas prendre le risque de faire des victimes : le pouvoir se souvient que c'est l'assassinat d'un jeune par la police qui avait déclenché l'explosion sociale de décembre 2008. D'autre part, les occupants, malgré l'usage massif de gaz lacrymogène et de grenades assourdissantes, ont résisté avec le soutien de la population. Dans la nuit du 28 au 29 juin, Athènes a été le théâtre d'affrontements armés entre la police et plusieurs milliers

de manifestants, qui ont parfois dressé des barricades¹.

Pourtant, malgré son ampleur, la mobilisation de masses n'a jusqu'à maintenant obtenu aucun succès. Papandréou a réussi à discipliner le groupe parlementaire du PASOK. « L'opposition » de droite a refusé de voter le plan, mais c'est parce qu'elle ne veut prendre aucune responsabilité dans un plan qui est largement impopulaire. Ses critiques formelles contre le plan d'austérité de Papandréou, c'est qu'il est trop doux dans les coupes budgétaires et les mesures de réforme du marché du travail encore trop timides. Cela confirme une fois de plus que, si la mobilisation des masses est la condition fondamentale de toute révolution véritable, elle n'est pas à elle seule suffisante. Pour faire mûrir la situation, il faut rompre avec la stratégie des chefs du GSEE et d'ADEDY, qui se bornent à des protestations platoniques contre le plan d'austérité et s'efforcent de protéger le gouvernement de Papandréou. Mais l'orientation des groupes anarchistes, très actifs dans le mouvement des places, qui séduisent une partie de la jeunesse et des précaires radicalisés par leur discours tranché contre les bureaucrates et le système, ne constituent pas une alternative pour les masses qui veulent en finir avec le plan

¹ Suite à l'échec de la méthode violente pour vider les places et liquider le mouvement des *Aganaktismenoi*, la mairie d'Athènes cherche à atteindre le même objectif par une autre voie. Elle met en avant le souci de faire venir le maximum de touristes et de les faire consommer le plus possible pour obtenir l'évacuation des places. Cette nouvelle offensive vise donc en outre à chercher un axe politique pour essayer de diviser le bloc qui s'est forgé dans la lutte entre les Indignés, d'une part, et les petits commerçants ou tout du moins leurs employés, d'autre part. En effet, ces derniers font une part substantielle de leur chiffre d'affaire grâce au tourisme et cela plus encore en période de crise et de baisse des salaires pour les travailleurs locaux. Il s'agit donc pour le pouvoir d'opposer la petite bourgeoisie et le salariat, ainsi que les travailleurs entre eux, en cherchant à créer une solidarité entre les employés des petits commerces et leur patron craignant la ruine.

d'austérité. En effet, ils ne proposent pas de stratégie concrète pour ouvrir la voie à la grève générale, ni d'axes revendicatifs vivants, ni d'efforts pour aller vers les entreprises. Or c'est la condition pour mobiliser le prolétariat, seul capable par sa lutte d'en finir avec le Memorandum II, le gouvernement Papandréou et d'ouvrir une situation où la question du pouvoir soit ouvertement posée. Au lieu de cela, ces groupes tendent à se concentrer sur quelques actions d'éclat isolées des masses et sur la tactique de guérilla urbaine contre les flics.

Quelle orientation et quelle activité politique ?

Pour vaincre le gouvernement et le plan d'austérité, le prolétariat et la jeunesse de Grèce ont besoin de formuler un programme politique ouvrant une issue à la crise. Cela ne peut être qu'un programme refusant purement et simplement le plan d'austérité, un programme contre tous ceux qui veulent faire payer la crise aux travailleurs et aux jeunes, un programme faisant voler en éclats le cadre même qui étouffe les travailleurs grecs. En un mot, cela ne peut être qu'un programme communiste et révolutionnaire. Mais tout la question est de savoir comment faire en sorte que les masses puissent s'approprier ce programme à partir de leur expérience vivante. Quels objectifs fixer au mouvement à cette étape ? Quels mots d'ordre mettre en avant ? Quelle activité déployer ? Il y a ici deux écueils symétriques à éviter. D'un côté, il faut rejeter fermement la tentation de se borner à formuler des mots d'ordre objectivement justes, mais qui ne soient pas connectés avec les problèmes politiques du moment et l'expérience des masses ; cela consisterait à avoir une démarche simplement propagandiste au milieu d'une crise politique majeure. De l'autre, il existe également la tentation de ne proposer aucun programme net et défini, sous prétexte précisément de chercher à rester en prise sur le mouvement réel des masses ; cela reviendrait à se dissoudre dans le mouvement et à renoncer à toute propagande.

**À bas le Memorandum II !
Grève générale jusqu'à
satisfaction !
Dehors Papandréou,
bourreau des travailleurs et de
la jeunesse !**

L'aspiration politique des masses aujourd'hui se concentre dans le rejet du plan d'austérité. Le premier axe d'intervention pour les communistes révolutionnaires consiste donc à lutter pour faire adopter à tous les niveaux dans les syndicats et les assemblées populaires le mot d'ordre de **la lutte jusqu'au retrait du Memorandum II**. Cela pose immédiatement le problème de savoir ce que serait un mouvement assez puissant pour empêcher l'application du plan aujourd'hui voté et comment construire un tel mouvement. L'expérience montre aux travailleurs qu'un ou deux jours de grève, même largement suivie, ne permet pas de faire céder le pouvoir. Pour cela, il faut une **grève générale ininterrompue** dans laquelle les travailleurs montrent qu'ils font tourner le pays et qu'ils ne sont plus d'accord pour se laisser plumer par les capitalistes. Mais comment y parvenir si les dirigeants des confédérations, amis de Papandréou, ne veulent pas y appeler ? D'un côté, le mouvement d'occupation des places, avec campement, discussion, AG est un point d'appui inestimable. Mais pour le renforcer, il faut proposer **d'étendre et de structurer les assemblées** à l'échelle des quartiers les coordonner entre elles et réunir périodiquement des assemblées de délégués de chacune au niveau du quartier et de la ville et du pays, car c'est la condition pour l'approfondissement de la discussion politique et pour d'une action plus efficace. Cependant, il n'est possible de réunir de nombreux travailleurs ayant un emploi comme privés d'emploi et les jeunes si on n'a pas d'objectif ni d'action à leur proposer. C'est pourquoi il faut soumettre aux assemblées, en s'appuyant sur les travailleurs présents sur les places, l'organisation de **délégations massives dans les entreprises** pour y inviter à la tenue d'assemblées générales, où les objectifs et les méthodes du mouvement pourraient être discutés et

des résolutions adoptées, et pour y proposer de reprendre l'objectif du retrait du plan, la méthode de la grève générale indéfinie pour y parvenir et la lutte pour chasser Papandréou. Chaque succès en ce sens pourrait permettre de s'adresser à l'entreprise d'à côté. Au fur et à mesure, les assemblées de chaque entreprise devraient se coordonner en réunissant à intervalles périodiques des délégués à l'échelle appropriée. De l'autre, même si ce travail ne donnera peut-être pas immédiatement des résultats, il faut **inviter les travailleurs à se syndiquer** avec l'argument suivant : pour que GSEE et ADEDY cessent leur collaboration avec le gouvernement et fassent la politique que nous souhaitons, le plus simple est d'en prendre nous-même le contrôle, où nous syndiquant massivement, ce qui est possible vu l'élan en cours ; c'est comme cela que nous pourrions virer les bureaucrates qui dirigent les syndicats, les remplacer par des travailleurs du rang réellement représentatifs de la lutte et transformer les structures du syndicat pour les rendre démocratiques. Mais il est clair qu'il est impossible d'en finir réellement avec cette politique d'austérité sans en finir en même temps avec **le gouvernement Papandréou soumis aux patrons**. Ce mot d'ordre est central dans la situation. D'une part, il s'agit d'aider les masses à tirer les conclusions politiques de leur hostilité à la politique du PASOK qui se concentre dans la discussion pour savoir s'il faut essayer ou pas de faire tomber le gouvernement. D'autre part, si les masses parvenaient à renverser par leur propre mobilisation dans la rue le gouvernement issu des élections, cela leur ferait faire un pas de géant dans la conscience de leurs propres forces, bien plus que la meilleure propagande qui soit sur le sujet. En même temps, il faut se délimiter de la droite, ce qui implique de mettre en avant d'ores et déjà, même si cela reste propagandiste à ce stade, l'axe du gouvernement des travailleurs eux-mêmes.

Cependant, la tactique adoptée par les directions syndicales n'est pas le seul obstacle à la grève générale et à la chute du gouvernement Papandréou. Ce qui freine encore la mobilisation des masses, c'est que,

malgré une immense colère contre ce plan d'austérité vécu comme injuste et insupportable, elles ne voient pas comment faire autrement. C'est pourquoi, selon les sondages, une majorité des Grecs, tout en exigeant une renégociation du plan avec l'UE, estime que, même en cas d'échec, il faudra appliquer le Memorandum II tel quel. C'est la raison pour laquelle les communistes révolutionnaires doivent dès maintenant populariser les grands axes d'une autre manière de résoudre la crise, qui ne consiste pas à la faire payer aux travailleurs.

**Non au paiement de la dette !
Expropriation des
banques sous contrôle des
travailleurs !
Répartition du travail jusqu'à
disparition du chômage !
Contrôle des travailleurs sur
la production !**

Cela implique en premier lieu le **refus de payer la dette**. Cela permet de récupérer immédiatement 13 milliards d'euros qui, sans cela, passent de la poche des travailleurs grecs dans les coffres des grandes banques. Il faut également arrêter la fuite des capitaux en mettant en place immédiatement **un contrôle des changes**. Il ne peut pas être réalisé par ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir ou qui y étaient hier et ont permis aux capitalistes grecs de retirer pendant cette seule année 2010 près de 60 milliards d'euros. De même, pour réorganiser et relancer l'économie que les capitalistes ont menée à la banqueroute, il faut leur arracher les institutions qui la financent, les banques. Bref, il faut exiger **l'expropriation des banques sous contrôle des travailleurs**. Enfin, la croissance importante de l'économie grecque a forcément permis aux capitalistes d'accumuler de juteux profits qui seront nécessaires pour relancer la production : cela suppose d'exiger **l'ouverture des comptes** des entreprises et de lutter pour leur **expropriation sous contrôle des travailleurs**.

Pour faire face au problème du chômage galopant, il faut exiger immédiatement **la baisse du temps de travail sans baisse de salaire pour répartir entre**

tous les heures de travail jusqu'à disparition du chômage.

Ce mot d'ordre est essentiel pour mobiliser les couches les plus écrasées du prolétariat que sont les chômeurs et les précaires aux côtés des travailleurs ayant un emploi stable. Il faut en effet éviter que ce soit l'extrême droite, particulièrement active, qui capitalise le mécontentement grandissant dans les couches les plus basses du prolétariat. Or, la réalisation de ce mot d'ordre n'est pas possible **sans contrôle de la production et de la gestion des entreprises, donc de l'embauche, de fixation du temps de travail et de son organisation par les travailleurs eux-mêmes.** Certes, l'expropriation des grandes entreprises sous contrôle des travailleurs n'est pas un mot d'ordre qui puisse à ce stade avoir une influence à échelle de masses, mais il faut déjà commencer à le lancer et faire en sa faveur une importante propagande pour que l'avant-garde se l'approprie.

En même temps, il faut concentrer l'agitation sur la réalisation du **contrôle des travailleurs sur la production et la gestion dans toute entreprise prétendant licencier, à commencer par les entreprises publiques,** où la mobilisation semble plus massive, à la fois en raison de traditions syndicales plus larges et des menaces imminentes de privatisation. Si l'on parvenait à faire réaliser ce mot d'ordre même dans une seule entreprise publique concernée, cela serait un formidable point d'appui pour donner à cet axe une influence sur les masses.

La mise en œuvre de cette politique révolutionnaire nécessaire de sortir de l'euro et de l'UE capitaliste

La mise en œuvre de ces mesures conduit à une sortie immédiate de l'euro et de l'UE capitaliste. En effet, si un gouvernement des travailleurs parvenait au pouvoir en Grèce et voulait mettre en œuvre une telle politique, il aurait à faire face à l'opposition de tous les autres gouvernements de l'UE, dirigés quant à eux par la bourgeoisie. Ils

pourraient par exemple priver de toute valeur les euros émis par la banque centrale de Grèce pour forcer celle-ci à sortir de l'euro. Contrairement à ce que veulent nous faire croire le Front de Gauche, l'UE ne peut pas être rendue « sociale », ni mise au service des travailleurs par une politique habile. En effet, elle est un ensemble d'institutions mise en place par les bourgeoisies les plus puissantes de l'UE pour essayer de renforcer leur position sur le marché mondiale et de fortifier la lutte contre le prolétariat. Accepter de rester dans ce cadre, c'est inévitablement renoncer aux mesures révolutionnaires¹, les

¹ C'est malheureusement la voie proposée par Cédric Durand, économiste de la droite du NPA (position B lors de la dernière Conférence nationale) dans une entrevue donnée à *Mediapart*, où il défend une autre solution capitaliste à la crise, axée sur la réforme de l'UE : « *Quelles sont les alternatives à la sortie de l'euro? L'option actuelle: des plans d'austérité en cascade, sans aucune perspective d'en sortir à l'horizon d'une décennie au moins. Ou alors, ce que nous défendons avec les «atterrés»: un maintien dans la zone euro, accompagné d'un plan massif de transferts financiers à l'échelle de l'Europe □ qui permettent à la Grèce de gagner en compétitivité, qui fassent converger les économies de la zone euro, qui soient l'ébauche d'un nouveau projet européen de convergence sur des critères sociaux. Évidemment, ce dernier scénario, le plus souhaitable, n'est pas le plus probable (...) Il faut rompre avec les institutions européennes telles qu'elles fonctionnent □ remettre en question l'indépendance de la Banque centrale européenne, la libre circulation des capitaux, etc. Mais pour parvenir à démanteler cela, il faut qu'une crise politique surgisse.* ». Nous n'avions donc pas tort de dire que l'orientation politique proposée par les dirigeants de la position B à la CN conduit à une adaptation aux positions réformistes du Front de Gauche ! En cas de « crise politique », Cédric Durand est pour proposer une simple réforme des institutions européennes. On comprend qu'au cours de cette interview croisée avec Henri Emmanuelli (« gauche » du PS), il n'apparaisse aucun désaccord fondamental entre les deux hommes... Espérons que les autres responsables de la position B se

seules à même de résoudre la crise d'une façon favorable aux travailleurs. En même temps, nous devons commencer à indiquer comment nous proposons de résoudre les principales difficultés auxquelles devrait faire face un gouvernement des travailleurs. Il faudrait notamment instaurer immédiatement le contrôle des flux de capitaux, mettre en place un monopole du commerce extérieur (contrôle des flux de marchandises) et une nouvelle monnaie nationale inconvertible. En même temps, nous devons dénoncer les charlatans bourgeois, qu'ils soient « de gauche » ou « d'extrême droite », qui cherchent à faire croire aux travailleurs que leurs difficultés serait dû aux méchants bureaucrates de Bruxelles, aux élites en dérive ou aux politiciens et qu'il suffirait de sortir de la méchante UE et de l'euro pour en sortir. Non, la crise économique mondiale vient du capitalisme (même si elle est aggravée, dans les pays périphériques de l'UE, par le cadre de la monnaie unique), les attaques terribles contre les travailleurs grecs sont bien mises en œuvre par la bourgeoisie grecque, par l'intermédiaire de ses représentants, PASOK et ND. Pour en sortir, il faut que les travailleurs prennent le pouvoir en Grèce, commencent à réorganiser l'économie en fonction des besoins sociaux et se battent pour l'extension de la révolution aux autres pays d'Europe, où le prolétariat subit une offensive comparable. Cela implique de joindre dès maintenant dans la propagande au mot d'ordre de gouvernement des travailleurs celui des États-Unis Socialiste d'Europe.

Le besoin d'un parti communiste et révolutionnaire

Il va de soi que les tâches mises à l'ordre du jour par la situation pourraient être accomplies mieux et avec plus de chances de succès s'il existait déjà un parti révolutionnaire et cela d'autant plus qu'il serait bien armé politiquement pour la situation, nombreux et implanté sur les lieux de travail, dans les quartiers populaires et la jeunesse. Malheu-

démarqueront clairement d'une telle dérive !

reusement, ce n'est pas le cas. Il existe d'assez nombreux groupes se revendiquant du trotskysme, mais comptant tout au plus quelques centaines de militants.

Face à cette difficulté, on peut suivre deux axes. D'une part, il faut ouvrir plus largement qu'en période politique calme les portes du parti aux travailleurs ayant un emploi et privés d'emploi et aux jeunes, bref s'efforcer de gagner rapidement au parti l'avant-garde de ceux qui luttent. Les possibilités sont considérables. Dans le même temps, il faut proposer aux autres organisations anticapitalistes de constituer un bloc pour l'intervention dans la lutte sur la base d'un programme et une orientation pratique répondant aux besoins du moment, clairement délimité des protestations réformistes impuissantes de Synapsimos et du sectarisme chauvin du KKE. Un tel cadre permettrait à la fois d'attirer plus facilement les masses entrées en mouvement que des petits groupes de quelques dizaines ou centaines de militants. En même temps, il permettrait une confrontation politique entre les différentes organisations, qui pourraient en même temps garder leurs propres organes d'expression. Il existe d'ores et déjà l'embryon d'un tel regroupement avec *Antarsya*. Nous ne pouvons pas dire si sa politique nous semble juste, vu que ses seules publications disponibles sur son site sont écrites exclusivement en grec. Mais en tous les cas il semble commencer à exercer une certaine attraction, reflétée dans un résultat faible dans l'absolu, mais en net progrès aux dernières élections municipales : après avoir recueilli 25 000 voix (0,36%) aux législatives d'octobre 2009, Antarsya a obtenu 97 000 voix aux élections municipales de novembre 2010 (1,8% des voix).

**Ni la coalition réformiste
SYRIZA, ni le KKE sectaire,
passif et bureaucratique
ne sont une alternative**

Synapsimos, principale force de la coalition Syriza, tout en s'opposant au Mémorandum, défend une position réformiste au sujet de la dette, se prononçant pour

« *un contrôle direct et une renégociation de la dette souveraine* », non pour le refus pur et simple de la payer. Concrètement, il demande l'ouverture des livres, l'annulation d'une partie de la dette et des taux d'intérêt plus bas pour la part restant à rembourser¹. De même, il demande la socialisation du système de crédit en soulignant que l'État grec a donné aux banques près de 100 milliards d'euros depuis le début de la crise, soit l'équivalent de la somme immédiatement nécessaire pour continuer à payer la dette. Mais il semble concevoir une telle « socialisation » dans un cadre bourgeois, puisqu'il ne défend pas la perspective d'un gouvernement des travailleurs. Dans l'immédiat, il ne critique pas l'orientation et la tactique mortifère des bureaucraties syndicales du GSEE et d'ADEDY et ne se bat pas pour en finir avec le gouvernement Papandréou.

Quant au KKE, il a certes raison de dire qu'on ne peut faire aucun compromis avec les mesures du gouvernement, de soutenir que la crise ne peut être résolue sans que les travailleurs ne prennent possession des banques et des monopoles et d'affirmer qu'on ne peut humaniser le capitalisme, mais il ne propose aucune orientation politique concrète aux travailleurs pour développer leur lutte. Il ne combat ni pour la grève générale jusqu'à satisfaction, ni pour la chute de Papandréou, n'interpelle pas les directions du GSEE et d'ADEDY et ne propose aucun mot d'ordre concret, liés aux problèmes immédiats posés par la situation (dette, chômage, etc). Pire, alors qu'il influence par l'intermédiaire de son front syndical, le PAME, un nombre significatif de prolétaires, il ne les appelle évidemment pas, selon sa tradition stalinienne, à l'auto-organisation, alors qu'un tel exemple donné dans plusieurs entreprises pourraient contribuer à créer un courant en ce sens dans tout le prolétariat. De même, il isole ceux qu'il influence de la majorité qui restent dans le giron des dirigeants syndicaux du GSEE et d'ADEDY. Enfin, il ne propose aucune orientation pour opérer une jonction entre le mouve-

ment des Indignés et celui des grèves appelées par les confédérations syndicales. Car, tout en se bornant à dénoncer sa supposée instrumentalisation par le pouvoir contre les grèves, il méprise assez clairement le mouvement des Indignés pour ne pas essayer de penser une politique qui intègre ce facteur essentiel à ce stade du développement de la lutte.

À la lueur de la situation grecque, on mesure mieux l'importance qu'il y a à regrouper les révolutionnaires avant l'arrivée d'une telle situation et à forger, sur la base de l'expérience pratique et de la discussion politique, un programme révolutionnaire à la hauteur de la situation et des militants capables de le mettre en œuvre. Bref, on mesure mieux de ce point de vue l'enjeu de la lutte politique en cours au sein du NPA pour regrouper et essayer de rendre majoritaires ceux qui aspirent à une orientation ouvertement communiste et révolutionnaire.

19 juillet 2011

Tendance CLAIRE du NPA

Cette brochure est le
supplément n° 3 à
Au CLAIR de la lutte n° 8
(n° ISSN : 2101-6135).

Comité de rédaction :
Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura
Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline
Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier,
Jean Veymont et Ludovic Wolfgang,
responsable de la publication.

Site actualisé chaque jour :

<http://tendanceclaire.npa.free.fr>

Courriel :

tendanceclaire.npa@free.fr

Téléphone :

06 64 91 49 63

¹ <http://www.syn.gr/en/2011041516.htm>